C.I.R.A.

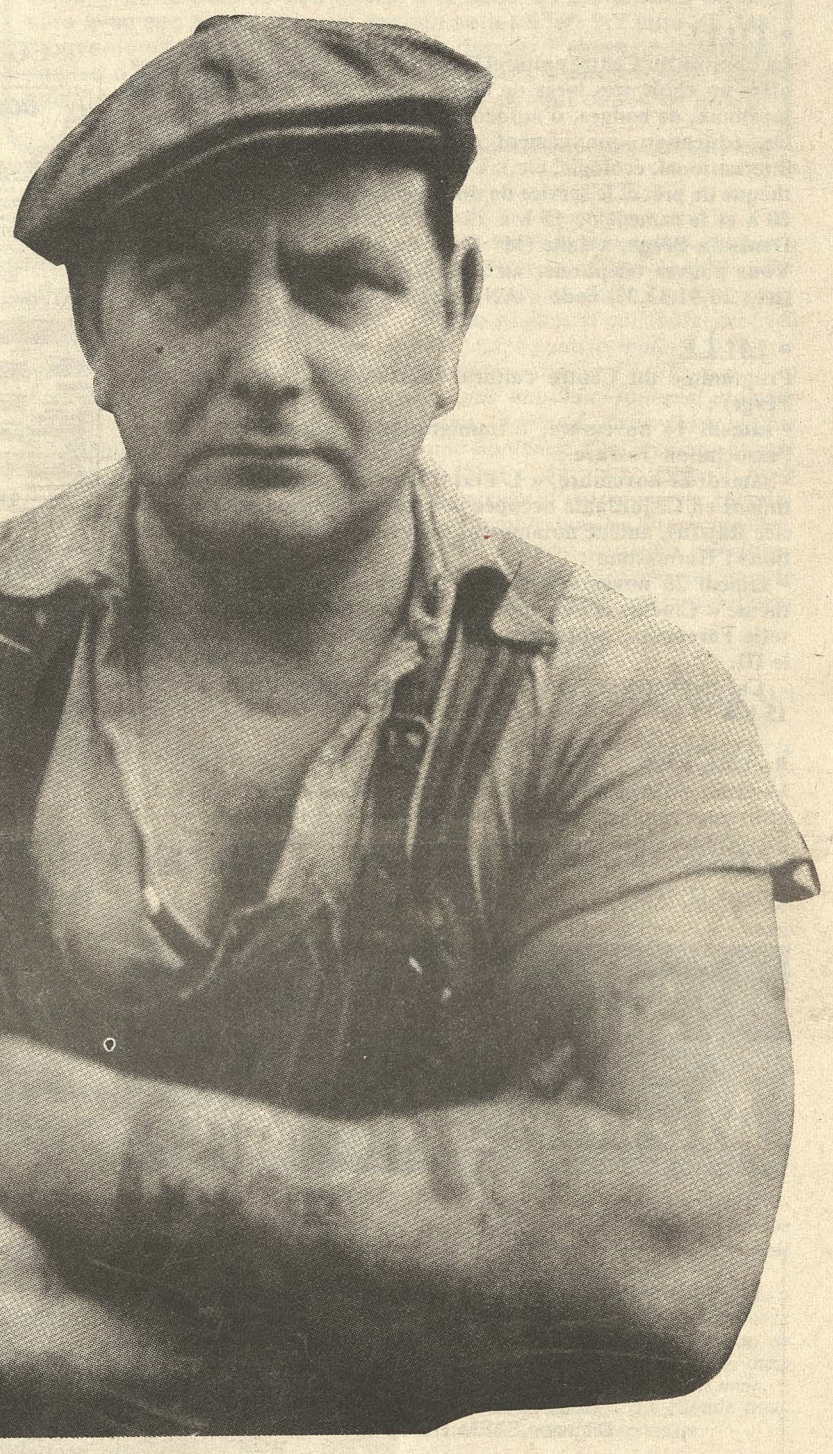
ISSN 0026-9433

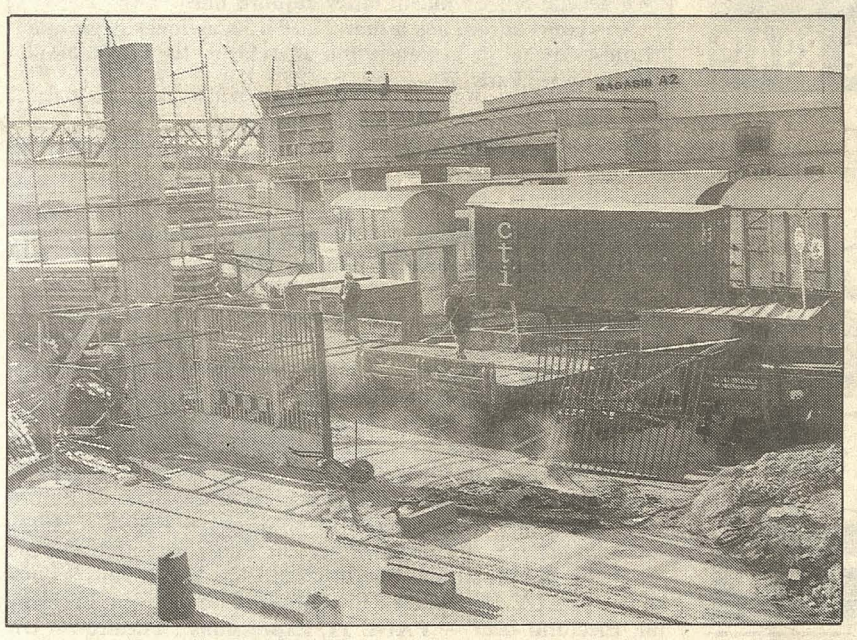
T 2137 - 680 - 10,00 F
3792137010003 06800

le monde hebdo **libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°680 JEUDI 5 NOVEMBRE 1987 10,00 F

quand les DECIDEURS sortent leurs griffes





la RIPOSTE S'IMPOSE

ÉRIC HÉBERT
Pacifiste et militant anarchiste a été condamné à 14 mois.
Page 10

ANARCHISME
A propos de l'organisation des anarchistes aujourd'hui.
Page 6 et 7

U.R.P.-C.F.D.T.
« Le pouvoir est maudit, c'est pourquoi je suis apparatchik ! »
Page 5

communiqués

• BOURGOIN-JALLIEU

Le collectif anarchiste et le groupe de la Fédération anarchiste de Bourgoin organisent, le vendredi 6 novembre, à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champ-Fleuri, une conférence-débat sur « La situation des réfractaires en France ». Une table de presse sera organisée.

• POITIERS

Le groupe Berkman de Poitiers tiendra désormais ses permanences tous les mercredis, de 17 h à 19 h, et tous les samedis, de 16 h à 18 h.

• BREST

Le groupe de Brest tient ses permanences chaque vendredi, à partir de 21 h 30, au Centre social de « Pen Ar Chreach », rue du professeur Chrétien, et le samedi, entre 11 h et 12 h, au marché Saint-Martin lors de sa vente hebdomadaire du « Monde libertaire ».

• LILLE

La librairie du Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux vous offre un choix très large de livres, de brochures, de revues, de journaux, de badges, d'autocollants et de posters (antimilitaristes, éducation, mouvement ouvrier, économie, immigration, international, écologie, etc.). Elle est ouverte, ainsi que la bibliothèque de prêt et le service de documentation, le mardi de 19 h à 20 h et le samedi de 15 h à 19 h. Le centre est situé, 1-2, rue Denis-du-Péage, à Lille (M° Fives ou bus n° 7 [arrêt Ferrer]). Vous pouvez téléphoner au : 20.47.62.65. Contact sur minitel (tél : 20.91.12.37) code « ANARCHISME ».

• LILLE

Programme du Centre culturel libertaire (1-2, rue Denis-du-Pèage) :

• samedi 14 novembre, « Immigration et citoyenneté », avec l'association Texture ;

• samedi 21 novembre, « L'Etat d'Israël, la situation des Palestiniens en Cisjordanie occupée », avec la participation de Maurice Rajsfus, auteur notamment de « Retour d'Israël » aux éditions l'Harmattam ;

• samedi 28 novembre, forum et animation vidéo autour du thème « Cinéma et tiers monde », avec la participation de Louisette Fareniaux, professeur de filmologie à l'Université de Lille III.

Ces animations auront lieu au Centre culturel libertaire, de 15 h à 19 h.

• ANGERS

Le groupe d'Angers organise une soirée-débat sur le thème « Les nouveaux rapports sociaux dans l'entreprise, le rôle des syndicats », *film vidéo sur les lois Auroux* suivi d'un débat le mardi 17 novembre à 20 h 30, à la M.A.M.A., 8, rue Buffon, 49000 Angers (1er étage).

Soutenez *Le Monde Libertaire*

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

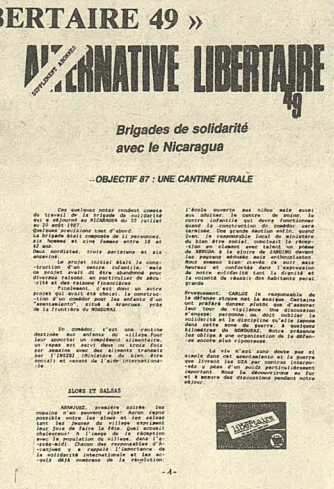
Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement ○ Chèque postal ○ Réabonnement ○ Chèque bancaire ○ Abonnement de soutien ○ Mandat-lettre ○
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et **4 F** en timbres poste

éditions

• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

Le numéro 12 d'« Alternative libertaire 49 », journal édité par le groupe F.A. d'Angers est sorti. On peut se le procurer contre 2,20 F en timbres, ou mieux s'abonner pour 4 numéros (30 F, les chèques sont à adresser à l'ordre de A.D.E.I.R., « Alternative libertaire 49 », 8, rue Buffon, 49000 Angers.


ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49
Brigades de solidarité avec le Nicaragua
--OBJECTIF 87 : UNE CANTINE RURALE

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Le numéro 43 de « Contre Vents et marées » du groupe de Bourgoin vient de sortir, on peut se le procurer au prix de 2 F le numéro (l'abonnement est de 50 F).

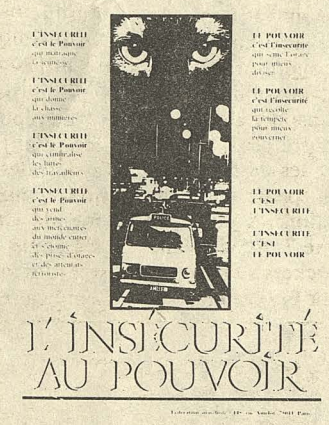
Sept. 87
CONTRE VENTS et marées
ERIC HEBERT, militant libertaire et postier, arrêté pour insoumission totale, incarcéré jugé et condamné à Lille à 14 mois ferme !!!
NOUS SOMMES EBERLUES !
DRÔLE D'ÉPOQUE :

• AFFICHE

Affiche Radio-Libertaire (dimension 70x102). Prix à l'unité 5 F, prix pour dix 2 F l'unité, prix pour cent 1,60 F l'unité.

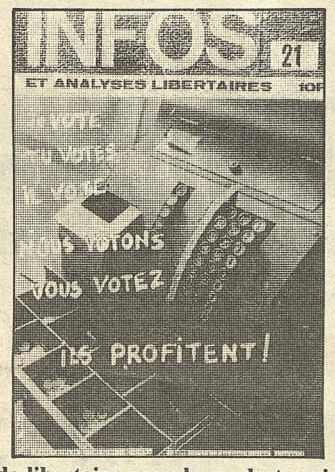
• AFFICHES

Affiches éditées par le groupe Fresnes-Antony (dimensions 70x50) : 5 F l'unité, 1 F l'unité à partir de dix.


L'INSÉCURITÉ AU POUVOIR

• « INFOS ET ANALYSES LIBERTAIRES »

Le numéro 21 d'« Infos et analyses libertaires » vient de paraître. Un sommaire riche qui s'ouvre sur un édito « dur » comme les noyaux des privatisations. La loi, la langue, la politique, les fausses réponses apportées aux vrais problèmes du chômage, autant de questions abordées d'un point de vue libertaire. Des rubriques sur l'injustice, les livres, la musique branchée, de l'humour, une note de poésie et vous saurez à peu près tout sur ce nouvel « Infos et analyses libertaires ». Courrez vite vous le procurer à la librairie du Monde libertaire pour le modeste prix de 10 F. Pour tout abonnement, écrire à : C.E.S., B.P. 233, 66002 Perpignan cedex (50 F normal ; 60 F militant ; 75 F soutien).



• FEUILLE

Le groupe du XVIIe édite une feuille, « Le gavroche », qu'il est possible de se procurer gratuitement à la librairie du Monde libertaire.

LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE » ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — **Allier :** Moulins — **Ardèche :** Aubenas — **Bouches-du-Rhône :** Marseille — **Charente-Maritime :** Marennes/Rochefort — **Côte-d'Or :** Dijon — **Doubs :** Besançon — **Eure-et-Loire :** Chartres — **Finistère :** Brest — **Gard :** Groupe du Gard — **Haute-Garonne :** Toulouse — **Gironde :** Bordeaux (trois groupes) — **Ille-et-Vilaine :** Rennes — **Indre-et-Loire :** Tours — **Isère :** Bourgoin — **Loire :** Saint-Etienne — **Loiret :** Montargis — **Lot-et-Garonne :** Agen — **Maine-et-Loire :** Angers, Saumur — **Manche :** Cherbourg — **Moselle :** Metz — **Nord :** Lille (deux groupes), Dunkerque — **Oise :** Beauvais — **Orne :** Flers/La Ferté-Macé — **Pas-de-Calais :** Boulogne — **Pyrénées-Orientales :** Perpignan — **Seine-Maritime :** Dieppe, Le Havre, Rouen — **Somme :** Amiens — **Tarn-et-Garonne :** Montauban — **Var :** Groupe Région-toulonnaise — **Vendée :** Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — **Vienne :** Poitiers — **Yonne :** Auxerre.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1er, 5e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e, 20e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — **Yvelines :** Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — **Essonne :** Vallée de Chevreuse — **Hauts-de-Seine :** La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony, Montrouge — **Seine-Saint-Denis :** Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Sevran/Bondy — **Val-de-Marne :** Créteil — **Val-d'Oise :** Argenteuil/Colombes, Sarcelles.

Cycle de cours sur l'anarchisme

La commission propagande des Relations intérieures organise une série de neufs cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

• 10 novembre : Les anarchistes et le mouvement ouvrier.
• 17 novembre : L'Etat.
• 24 novembre : Le fédéralisme libertaire.
• 2 décembre : Anarchisme et révolution.
• 8 décembre : Comment lutter aujourd'hui ?

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18e.

Fédération anarchiste

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — **PAGE 3, Social :** Editorial, Syndicalisme et avenir, Amis lecteurs, Erratum — **PAGE 4, Luttes :** Le Livre en action, Assistantes sociales : la solidarité réprimée, Un tract à la S.E.R.N.A.M., Communiqué, F.N.A.C.-Sport : le jeu de Go — **PAGE 5, Social :** La C.F.D.T. : de l'« autogestion » à la bureaucratie — **PAGE 6 et 7, Arguments :** Sur l'organisation, Bibliographie — **PAGE 8, Dans le monde :** Le Chili encore sous la botte, Note de lecture sur l'islamisme, Afghanistan : le bourbier — **PAGE 9, Info. internationales :** Allemagne-Corée du Sud : exploitation sans frontière, Big Mountain, Puerto Real, Etats-Unis : dans les prisons — **PAGE 19, Société :** Eric Hébert : un dissident occidental, Electorat beur — **PAGE 11, Expressions :** Théâtre : « Un riche pour trois pauvres », Gilles Vigneault au T.L.P.-Déjazet, Roman noir et actualité, Programmes de Radio-Libertaire — **PAGE 12, Société :** Art Cloche : l'art indésirable à Paris, Lettre ouverte, La F.M. parisienne, Nantes : un nuage, Bourse : qui paye ?

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

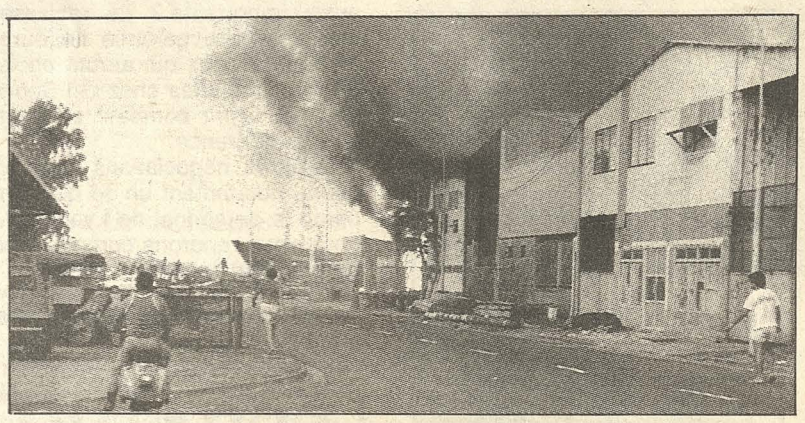
ORGANISATION OUVRIÈRE

Syndicalisme et avenir

Ça fait quelque temps que le syndicalisme français a fêté son centenaire et le moins qu'on puisse dire est que le second siècle n'est pas abordé dans des conditions optimales. Divisé, affaibli, le mouvement syndical en France semble trop souvent calqué à l'image que les modernistes de tout poil voudraient présenter de lui : un simple vestige du XIX[e] siècle.

Un peu d'histoire...

Quand la loi de 1884 favorisant les associations ouvrières fut proclamée, on était encore loin de la constitution d'une organisation syndicale. Mais dans des métiers traditionnels (mineurs, imprimerie, construction...) des regroupements corporatifs existaient déjà et les grèves précèdent le droit.



Comme l'écrit J.-P. Baron en préface au livre de M. Perrot sur la grève : « *quant aux grèves proprement dites on est étonné par leur diversité ! Non seulement chaque corporation mais, à l'intérieur de chacune, chaque région a ses manières de faire. Chaque âge et chaque sexe aussi* » (1).

C'était le lendemain de la Commune où le capitalisme français, encore balbutiant dans sa forme industrielle, pensait en avoir fini de toute velleité d'égalitarisme dans le mouvement ouvrier français. Quand on pense aux grèves qui ont eu lieu après 1871, à la construction de la C.G.T., à la fin du siècle dernier, on peut se demander ce qu'aurait été le mouvement ouvrier français sans la saignée de la Commune. Car c'est la théorie des « modernistes » de dire que la lutte des classes, le syndicalisme d'action directe sont liés à une société préindustrielle où le patronat a dû être « intransigeant ».

Selon eux, l'effort industriel actuel doit être général et l'antagonisme des classes doit laisser place à une promotion conjuguée du produit France... Refrain que nous avons connu même avant que l'informatique et le tertiaire ne prennent le devant de la scène.

Une autre théorie est que le syndicalisme né avec la société industrielle en a trop épousé les formes, et qu'il a servi de régulateur à la colère ouvrière. Ainsi, Anton Panneknœk a pu écrire (en parlant des syndicats britanniques, qui avaient assuré la « paix dans les usines » en obligeant la classe capitaliste à garantir les salaires) : « *Tout ceci concorde fort bien avec le véritable caractère du syndicalisme, dont les revendications ne vont jamais au-delà du capitalisme. Le but du syndicalisme n'est pas de remplacer le système capitaliste par un autre mode de production, mais d'améliorer les conditions de vie à l'intérieur même du capitalisme. L'essence du syndicalisme n'est pas révolutionnaire mais conservatrice* » (2).

Sans nier certains aspects de la critique du syndicalisme tel qu'il est actuellement, sans rentrer dans le débat « syndicalisme ou conseils ouvriers », que nous disent ceux qui pensent avec Pannenkœk que le syndicalisme est « intrinsèquement » contre-révolutionnaire ? Que tout cela était prévisible et qu'à la limite le capitalisme aujourd'hui licencie le syndicalisme car il n'a plus besoin de lui.

Le tableau actuel

Pourtant, il y a encore des luttes, des grèves et le plus souvent cela vient des structures syndicales, ou passe par celles-ci, le problème de l'organisation permanente n'est toujours pas réglé (3). Si on considère pragmatiquement le situation actuelle, les conflits les plus violents sont dans des secteurs en restructuration que se soit dans les mines, dans l'automobile, dans les aciéries, dans les chantiers navals, ou dans les docks, le patronat contraint la classe ouvrière, les syndicats à reculer pied à pied en laissant çà et là des lieux de résistance (4).

Nous ne sommes plus au début du siècle et les directions syndicales C.F.D.T., C.G.T. ou F.O., acceptent de fait les restructurations industrielles, leurs divergences reposant sur les modalités. Mais en dehors de tout calcul au niveau des appareils, des professions comme l'imprimerie ou les dockers se battent pour préserver leurs avantages acquis et leur espace professionnel dans l'avenir. Et c'est là que le problème du tout ou rien se pose.

Doit-on rester intransigeants sur ce qui est de nos conditions de travail et salaires actuels ou accepter un recul temporaire pour rester dans le paysage industriel de l'avenir ? (5). Ce qui équivaut, au niveau de l'entreprise, à singer ce qui se fait au niveau des directions syndicales.

Est-ce que les dockers tahitiens se sont posés le problème quand jeudi dernier ils se sont mis en grève en bloquant les installations portuaires de Papeete ? Augmentation des effectifs (particulièrement pour le ravitaillement du site d'expérimentation atomique de Mururoa), respect des accords... Les dockers de Polynésie ont les moyens de faire monter la tension sociale dans l'île de Tahiti car, comme ou peut-être mieux que leurs camarades de métropole au début du siècle, ils peuvent bloquer les approvisionnements du pays, qui importe tout (aliments de base, matériaux de construction).

La force des dockers de Tahiti vient tout simplement du fait que leur grève bloque tout. Prenons le cas de Marseille : la situation est tout autre, sur place contestation du monopole C.G.T., possibilité d'un autre mode de transport des marchandises par un autre port, etc.

Est-ce que dans les restructurations actuelles on peut vraiment bloquer la production au point de gêner le capitalisme ? A Marseille où encore 2 000 dockers se battent, l'enjeu vaut pour la France entière, mais les solutions de rechange existent et le patronat a beau jeu d'opposer travailleurs contre travailleurs. Au delà de la défense des grands principes, de la démultiplication des « forts Chabrol » que peut-on dire ou proposer à propos du mouvement ouvrier en France ?

Pas de consignes, quelques idées...

On peut à l'instar de certains militants de la direction du P.C.F. dire que rien ne changera et camper sur ses positions, tout en négociant autre part, autre chose... Ou dire qu'il faut faire la paix et au sein de l'entreprise ouvriers et patrons doivent contribuer au « mieux-être » général !

Il faut en être conscient, le mouvement ouvrier traditionnel se fissure en ses bases. Sans renier ses objectifs, il faut tout en conservant son identité ne plus se contenter de la défensive. Le *Monde nouveau* qu'avait décrit Pierre Besnard (6) est-il possible dans le futur ou devons-nous nous résigner à vivre de nos souvenir avec le sentiment de s'être bien battus ?

La réponse est dans toutes les luttes d'aujourd'hui qu'elles soient syndicales ou non. Gardons nous de jouer aux bergers directeurs. Un monde hérité du siècle dernier s'écroule, le patronat tente de trouver des alliés dans le mouvement syndical et en attendant de trouver mieux, le mouvement ouvrier français cherche de manière éclatée à résister. Il devrait savoir que la solution n'est ni dans l'intégration à l'Etat ni dans la collaboration avec lui. La « *transformation totale du monde actuel et l'édification d'un monde nouveau, fraternel et égalitaire, capable d'abriter toute entière une humanité libre* » (6) est encore à l'ordre du jour, mais il nous appartient d'en trouver le chemin. Il se trouve dans les luttes actuelles, qu'elles soient partielles ou globales. A nous d'y être présents dans le quotidien tout en pensant à l'avenir.

J.-P. GERMAIN

(1) Michelle Perrot, Jeunesse de la grève, France 1871-1890, *Ed. Seuil, disponible à la librairie du Monde libertaire (99 F).*

(2) Korsch, Mattick, Pannekœk, Duhle, Wagner, La contre-révolution bureaucratique, *Collection 10/18.*

(3) Si on considère, un peu polémiquement, les conseils ouvriers comme nés dans la liesse révolutionnaire, que faire quand celle-ci retombe ? Cela est valable pour les coordinations extra-syndicales de l'hiver dernier. Une organisation permanente peut toujours se scléroser même si elle repose sur des conseils ouvriers. La classe ouvrière est-elle donc condamnée à ne pas pouvoir s'organiser réellement ?

(4) Ainsi dans les années 70 la section syndicale C.F.D.T. d'Usinor Dunkerque était contre le plan de restructuration accepté au niveau confédéral. Exclue de la C.F.D.T., elle a formé le Syndicat de lutte des travailleurs (S.L.T.).

(5) Ce qui dans le jargon « réaliste » de certains syndicalistes se traduit par la théorie de la « queue de billard », sa grosseur n'est pas toujours égale, mais l'important étant de la tenir en main...

(6) Pierre Besnard, Le Monde nouveau, *Ed. Volonté Anarchiste.*

Editorial

AU début du siècle aux Etats-Unis, les Industrial Workers of the World (I.W.W.) s'opposant au corporatisme syndical, organisaient les travailleurs non-qualifiés et mirent sérieusement des bâtons dans les rouages du capitalisme yankee qui les extermina physiquement. Pendant ce temps en Europe et particulièrement en France le mouvement syndical se reniait et approuvait, au niveau de ses dirigeants, la 1[ere] guerre mondiale... L'union sacrée et ses avatars pèsent encore sur le mouvement ouvrier. Avec la Seconde Guerre mondiale, la lutte contre le nazisme, les communistes sûrent remettre sur pied un mouvement syndical fort voire hégémonique. Mais ce n'était pas le notre ; lié à l'étatisme, servant de caisse de résonance au Parti communiste français, ce syndicalisme n'était qu'une chambre d'enregistrement de décisions prises autre part.

Aujourd'hui, tout se fissure et si au niveau des directions syndicales c'est la bataille des chefs, à la base on s'interroge ou on vote avec ses pieds. De quoi demain sera-t-il fait ? Y aura-t-il des mouvements sociaux, comme l'hiver dernier ? Nous ne jouerons pas les devins et nous serons présents dans les luttes sans nous poser en donneurs de leçons, mais sans oublier celles du passé.

Amis lecteurs

Voici la liste, pour le mois d'octobre 1987, des prélèvements automatiques auxquels nous vous invitons à souscrire dans la mesure de vos moyens. Ce soutien financier au *Monde libertaire* va en effet lui permettre de bientôt souffler, et ce uniquement grâce à ses lecteurs, ses dix bougies !

Serge MARIS (150 F), Mateo SANCHEZ (50 F), Alain BADER (69 F), Gr. Bakounine (100 F), Patrice ATZORI (50 F), Gr. Berneri (150 F), Pierre BOUEY (80 F), Bruno LAPASSET (100 F), Gr. Sacco-Vanzetti (100 F), B. BOITELLE (25 F), M. CHEVTCHENKO (50 F), Jean-André CORNIC (10 F), Daniel COSTES (50 F), Gérad ESCOUBET (50 F), Philippe EXERTIER (80 F), Luc FERNANDEZ (50 F), GIRAUD-CHAVIGNER (300 F), Gr. de Rouen (50 F), Jean LANSAC (54 F), C. MICHEL (150 F), Guy MILLOT (20 F), ETCHEGOREN (100 F), Gérard PARIS (100 F), Gérard PIVERT (25 F), Jacques REMOND (100 F), Gr. Malatesta (100 F), Gr. Fresnes-Antony (150 F), Louis MAGLIONA (200 F), Serge MARIS (100 F), Graziella MAIER (50 F), Giselle MOULIE (30 F), Pierre CHAPEYROU (100 F), Jean-René NIEL (200 F), Yves PEIRAT (50 F), Yves PEYRAUT (100 F), Gr. Louise-Michel (150 F), Didier CORDELET (30 F), J.-C. RICHARD (100 F), M. GUISSE (100 F), Anette ABASSOF (100 F), J.-P. BERRAUD (100 F), François GERARD (60 F), Jean CAILLOT (50 F), Jean-François RETOU (100 F), Eric ZWINGELSTEIN (50 F), Farhat AZZOUZI (50 F), Lionel NICAUT (50 F).

Total octobre : 4 313 F

Total des mois précédents : 39 857 F

Total de l'année en cours : 44 170 F

Nous rappelons aux souscripteurs éventuels qu'ils conservent bien sûr l'entière liberté de faire cesser leur prélèvements automatiques. Il suffit pour cela de nous prévenir par un simple courrier, et nous nous engageons à faire le nécessaire dans les plus brefs délais !

Les administrateurs

Communiqué

Le transfert de F.R.3-Corse à Marseille, ainsi que la procédure de licenciement engagée contre 3 journalistes sont contraires à la liberté d'information de la presse.

La qualité du journal F.R.3-Corse n'a jamais été mise en cause, il semble être apprécié par la population. Alors quel est le sens de ce transfert, sinon pour l'Etat d'être sûr de pouvoir ficeler à sa guise un journal d'information hors de Corse ?

Le peuple corse doit avoir le droit imprescriptible de s'exprimer et de décider lui-même de son avenir. La Fédération anarchiste, pour sa part, condamne sans réserves ces atteintes répétées à la liberté d'expression.

Fédération anarchiste

F.N.A.C.-SPORT

Quel est le jeu de Go-Sport ?

LUNDI 19 octobre, le personnel des F.N.A.C.-Sport de Paris et Lyon a eu la surprise d'apprendre juste avant l'ouverture des portes que les 2 magasins allaient prochainement être vendus au premier groupe français de sport : Go Sport. La semaine commençait bien...

Serrez-vous la ceinture

L'examen des comptes ayant fait apparaître un résultat déficitaire depuis 1981, la direction générale de la F.N.A.C. a donc décidé de régler définitivement une situation dûe à l'accumulation d'erreurs de gestion et de politique commerciale, en signant un projet de cession d'active sur ces 2 unités.

La vente prévoit à la fois la reprise du fonds de commerce, du stock et d'une partie des contrats de travail, un « plan social » étant bien sûr promis pour le reclassement des salariés non repris par Go Sport...

Si l'ensemble du personnel a refusé au cours d'une première assemblée générale cette décision comme étant la seule solution économique, le nouveau directeur général, dont les grévistes avaient exigé la présence immédiate, a bien dû, au bout de 2 heures d'explications confuses du haut de son 1,5 mètre, admettre que cette solution était de toute manière inéluctable car politique.

La F.N.A.C. s'est en effet fixé un objectif de développement de 3% sur 3 ans, ce qui implique donc de scier dorénavant les branches malades du groupe.

Il est tout de même difficile d'imaginer qu'un magasin au chiffre d'affaires annuel de 140 millions de francs, soit 2 millions de francs par vendeur (le plus fort rendement, par vendeur en matière de sport en Europe...) n'arrive pas à équilibrer ses résultats.

Et la politique de la direction devient doublement incohérente lorsqu'on apprend que le second magasin de Lyon, ouvert il y a 2 ans par un directeur, qui curieusement est franc-maçon... (comme Michel Baroin, tiens, tiens ?), au lieu de réduire de moitié les charges administratives, n'a fait

Vu dans la presse de Go-Sport.

qu'accentuer le déficit, qui est pour l'exercice 86-87 de 18 millions de francs (donc 12 millions de francs pour Paris et 6 pour Lyon).

De la négociation une casserole au cul

Devant tant de manquements, le nouveau P.-D.G. de la F.N.A.C. n'a trouvé comme responsables, au cours d'une seconde assemblée générale, que les méchants « *capitalistes qui nous entourent* » (sic). Il n'hésite pas à écrire « *que c'est dans les moments difficiles qu'il faut croire en l'avenir* » (resic) aux 180 personnes qui vont faire les frais de sa politique de profit à court terme.

Hélas pour ce guignol, le personnel en question ne l'entendait pas de cette oreille et a décidé de se battre ! C'était d'ailleurs la 1ere fois, de mémoire de sportif, que la F.N.A.C.-Sport était en grève !

Un premier C.C.E. a donc eu lieu le 26 octobre d'où il est ressorti qu'en dehors d'une décision ferme et définitive sur la vente des magasins, aucun plan social sérieux n'avait été établi, la révolte légitime des dindons de la farce n'ayant peut-être pas été envisagée...

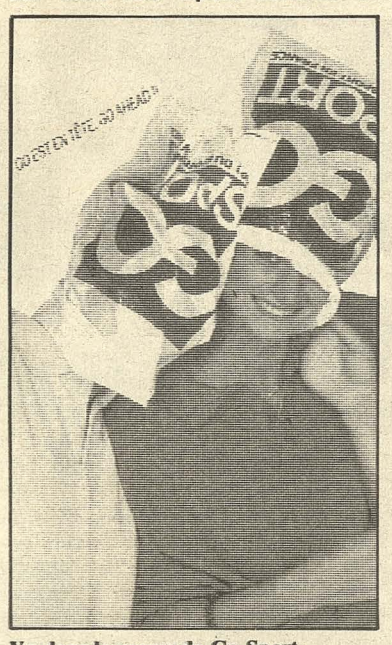
Les débrayages successifs sur le magasin parisien menaçant de dégénérer en un conflit dur, ce qui fait toujours mauvais effet lorsqu'on veut vendre le personnel avec les meubles, la direction a bien été obligée de négocier un véritable plan social correspondant aux souhaits des salariés.

En fait, cette dernière a dû céder sur quasiment toutes les revendications d'ordre économique (prime exceptionnelle de 10 000 F, par salarié à temps complet, pour dommages et intérêts...) et social garantissant un reclassement prioritaire sur une période de 2 ans au sein du groupe F.N.A.C.-S.A., pour ceux qui le désireront.

Les salariés qui iront travailler chez Go Sport conserveront leurs avantages acquis collectivement à titre individuel, comme le précise le Code du Travail, mais la F.N.A.C. a cédé sur plusieurs points jugés importants par les salariés avant que la cession n'intervienne.

Ici mieux qu'en face

A titre de comparaison un employé F.N.A.C. travaille 36 heures par semaine (au Forum), pour 39 heures chez Go Sport. cela fait presque un mois de travail en moins sur l'année... Les différences de salaires, à qualification égale, avoisinent les 40% et bien sûr chez Go Sport salaires et



Vu dans la presse de Go-Sport.

temps de travail sont calculés annuellement. La flexibilité, c'est sport ! Bref, la convention collective F.N.A.C. construite au fil des ans et des luttes paraît soudain dorée face à celle du commerce de détail. Pas besoin d'être devin pour comprendre où Go Sport puise sa « rentabilité »...

Au fil des rencontres avec la direction de Go Sport, il apparaît que celle-ci entend faire de son futur magasin du Forum une « vitrine », où le niveau de rénumération et de la qualification sera plus élevé que dans ses autres succursales. Mais que deviendra le statut de l'ex-personnel F.N.A.C.-Sport, lorsque Go Sport aura appris à gérer une structure aussi importante ? Le reclassement est une garantie majeure, mais pour ceux qui auront choisi de rester salariés chez Go Sport, seul un esprit combatif suffisant fera la différence.

D'autres négociations sont en cours, notamment en ce qui concerne le personnel de Lyon, dont nous vous rendrons compte dans un prochain numéro.

Notre envoyé spécial

ERRATUM

Dans l'article « Réfugiés " en souffrance " » (« Monde libertaire » du 28 octobre 1987), il fallait lire : « Mercredi 21 octobre, la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Paris a émis un avis défavorable à l'extradition de Roberto Soraggi (...) ».

Le Comité de rédaction

FONCTION PUBLIQUE

La solidarité réprimée

LES services sociaux de la ville de Paris se sont à nouveau réunis, en assemblée générale, le mardi 27 octobre, à l'appel de la C.F.D.T. et de la C.G.T. Au programme : le soutien aux trois assistantes sociales du 20e arrondissement sanctionnées pour avoir signé une pétition. Celle-ci demandait aux responsables parisiens qu'ils s'engagent à reloger les familles victimes des incendies criminels de l'été dernier (lire le *Monde libertaire* n° 677).

Obligation de réserve ?

Chirac ne veut toujours rien entendre. Pour lui et ses comparses, elles ont « *manqué à leur obligation de réserve* », pas question de revenir sur leur changement d'affectation. Pourtant, le responsable du personnel de l'Action sociale de Paris, M. Xavier de la Fournière, n'a toujours pas prononcé « l'avertissement » qui devait accompagner leur mutation !

Il a eu beau confondre obligation de réserve et droit d'expression, s'assoir sans complexe sur les libertés d'opinion des fonctionnaires pourtant reconnues dans le Code de la Fonction publique ; il semble, aujourd'hui, quelque peu irrité par le mouvement de soutien à son personnel. La mutation est devenue « *changement d'affectation* » et « *l'avertissement* » oublié... Reste que les trois assistantes sociales ne sont toujours pas réintégrées et qu'elles vivent très mal cette situation. En effet, pour une simple signature la facture est bien élevée ! Le marché, il est vrai, est porteur... à l'inverse de la Bourse, dans le monde du travail, la répression monte !

En finir avec une logique

Pour certains, la grève coûte cinq cent francs par mois pendant trente ans, pour d'autres signer une pétition entraîne une mutation. Chacun sa cote selon ses moyens ? C'est cela le capitalisme populaire ? Heureusement que les salariés ne l'entendent pas ainsi et que les travailleurs sociaux de la ville de Paris, comme d'autres ailleurs, veulent en finir avec cette logique. En finir avec ces comportements patronaux de ce responsable d'un service social !

Le Tribunal administratif a été saisi, la C.F.D.T. et la C.G.T. poursuivent, en commun, leurs actions. A l'assemblée générale, un rassemblement devant la direction de l'Action sociale était décidé pour lundi 2 novembre, lors de la tenue d'un comité technique paritaire (instance consultative traîtant des problèmes de personnels). Un autre rendez-vous est pris pour le samedi 14 novembre où les personnels et les organisations syndicales appellent à une manifestation devant le secrétariat d'Etat aux droits de l'homme, chez M. Malhuret.

Cousin VINDER

TRACT

« Merci patron ! »

Un tract de la section syndicale C.N.T.-A.I.T. des S.E.R.N.A.M. de Pantin-Noisy a été distribué le 27 octobre 1987 à propos d'une « *opération de communication interne* » de la direction. Nous vous le livrons comme exemple de tentative d'intégration du personnel à une « *culture d'entreprise* ».

Le comité de rédaction

CURIEUSE remise de médailles ce vendredi 23 octobre au centre de Pantin. Nous avons eu droit à une opération de communication interne et, comme chacun a pu le constater pendant les grèves de l'année dernière, la S.N.C.F. excelle dans ce domaine.

Un kir et un badge

Le S.E.R.N.A.M., à ce titre, fait bien partie de la S.N.C.F. Cette opération ne fut donc pas dans la dentelle ! Nous avons eu droit au petit logo du S.E.R.N.A.M., vous savez l'escargot qui symbolise la lenteur de nos délais. Pour faire passer ce petit badge, au cas où cela coincerait, la direction nous a offert un kir, presque royal. Mais on comprend, et on pardonne, vu la situation financière que ce n'était que du mousseux, pas du champagne.

Avant, cet insigne était réservé à la maîtrise et aux cadres, mais qu'on se rassure c'était juste un problème technique. Maintenant tout le monde participe et il faut être motivé. Ce petit cadeau doit-il faire passer la pilule des notations, la baisse du pouvoir d'achat d'un grand nombre d'entre nous à cause de l'introduction du sinistre G.V.T. (glissement vieillesse technicité) dans le calcul des hausses salariales, ainsi que l'incertitude qui pèse sur notre avenir (restructurations) ?

On nous demande de porter ce badge à l'intérieur de l'entreprise, mais on nous suggère aussi de l'arborer dans la vie de tous les jours ! En tant que syndicat responsable, nous faisons une proposition : chacun devrait réfléchir pour trouver une chanson à la gloire du S.E.R.N.A.M. et tout le monde la chanterait, rassemblés devant le centre, avant de prendre son service. Là, au moins, nous rivaliserions avec les Japonais et, si on s'y prend bien, on pourrait parler de nous dans les journaux !

En fait, si nous travaillons correctement, c'est uniquement parce qu'il est plus agréable de faire bien son travail que de le bâcler. Les clients, particuliers ou non, ne sont pas responsables de la politique sociale de notre entreprise et nous n'avons pas de raisons de saboter le service qui leur est promis. Heureusement, car si notre conscience professionnelle devait être proportionnelle à ce qui nous est offert en guise de motivation, le S.E.R.N.A.M. n'irait pas loin !

En tous cas, il ne faut pas compter sur nous pour adhérer à une culture d'entreprise, quelle qu'elle soit. Sortis du travail, nous avons d'autres activités, enrichissantes celles-ci, et loin de nous l'idée de nous faire les ambassadeurs du S.E.R.N.A.M. Mais plutôt que des récompenses, qui ressemblent aux bons points ou aux images que nous avions à l'école, nous préférerions du concret, genre perspectives d'un déroulement de carrière intéressant. Vous voyez ?

Section syndicale
S.E.R.N.A.M. Pantin-Noisy

Syndicat C.N.T.-A.I.T. des Transports Ile-de-France, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

SYNDICAT

Action Livre

ON aurait pu croire que ce vendredi 24 octobre aurait été tranquille avec la pluie qui tombait ce jour-là sur la quasi totalité de la France. A 12 h une manifestation nationale du syndicat du Livre et du Papier Carton était prévu à Paris de la place du Panthéon au ministère du Travail. Défendre les libertés syndicales à la Chapelle d'Arblay, à l'imprimerie François sans oublier la solidarité avec Renault cela allait de soit. A part la pluie tenace tout n'allait pas comme sur des roulettes chez les ouvriers du Livre. En effet, dans le tract appellant à la manifestation une phrase malheureuse disait que Chirac et Mitterrand avaient ensemble enterré les libertés au Panthéon...

« On » aurait pu être plus nuancé dans l'affirmation et nombre de militants se sont dit : « *Ça y est la campagne Lajoinie est commencée !* ». Heureusement, à la même heure, dans les Vosges à Epinal des militants C.G.T. du Livre occupaient la mairie de Séguin. Le responsable des licenciements actuels, malgré l'image sociale qu'il a voulu se donner avec certains.

Sitting Bull

CONGRÈS C.F.D.T. RÉGION PARISIENNE

La bureaucratie et les majoritaires

LE 47e congrès de l'union régionale parisienne des syndicats C.F.D.T. s'est tenu à la Bourse du travail de Paris, les 27, 28 et 29 octobre 1987. Dur congrès, qui s'il permit d'affirmer une continuité dans la relance de l'action syndicale en Ile-de-France, conduite par une majorité dite oppositionnelle à la confédération, ne put empêcher la prise de pouvoir par les apparatchiks mairistes.

Après les démissions, en 1984, de Bobichon et Thibaud, proconfédéraux, ouvrant une crise très grave pour la C.F.D.T. région parisienne, le Congrès d'Evry, en janvier 1985, avait réussi à dépasser cette situation en proposant, à nouveau, une structure interprofessionnelle pour relancer l'action syndicale.

La C.F.D.T. en Ile-de-France

La devise « *Pour débattre, rassembler et agir* » fut difficile à mettre en œuvre pendant ces années d'approfondissement de la crise du syndicalisme, mais servit d'axe de travail :

- pour la confrontation interprofessionnelle (sur la précarité, le chômage, l'emploi et la réduction du temps de travail) ;
- pour le rassemblement et la structuration des différents syndicats (publics et privés, plan de développement régional à partir de nouveaux bassins d'emploi...) ;
- mais aussi pour l'action (secteur public, code de la nationalité, protection sociale, conflits de l'hiver 86-87...).

Cela permit de maintenir une présence C.F.D.T. en Ile-de-France, malgré les scandaleuses positions confédérales sur « *la grève est dépassée* », « *la manifestation est sans objet* », la « *coopération conflictuelle* » ou sur l'appel à l'apaisement social en pleine grève des cheminots, malgré aussi les manœuvres de recomposition syndicale.

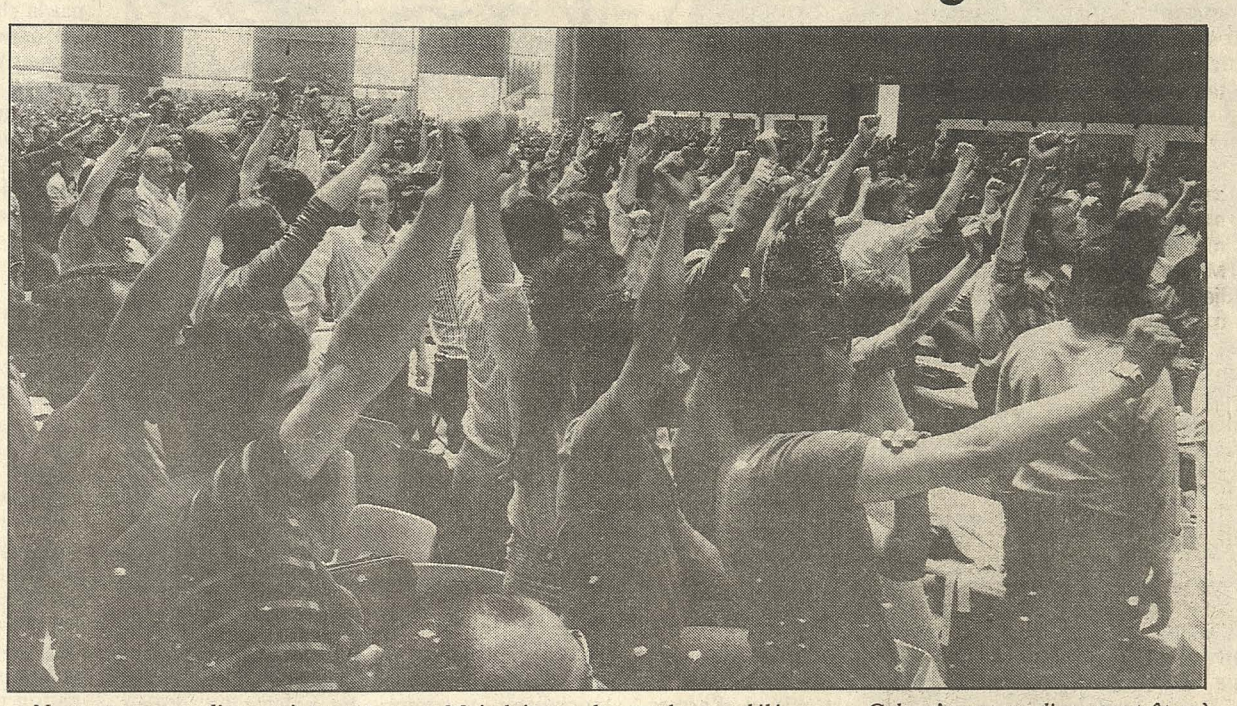
L'union régionale parisienne C.F.D.T. (1) fut alors considérée comme oppositionnelle à la ligne mairiste par les débats qu'elle portait au niveau confédéral et par sa présence dans la rue, plus fréquente que celle du secrétaire général du boulevard de la Villette : elle n'était, et elle n'est, que pluraliste, comme toute organisation syndicale devrait être, et de ce fait non alignée, ce que la confédération ne pouvait supporter.

Celle-ci essaya donc par diverses manœuvres (intervention des fédérations métallurgie, santé, P.T.T., services, P.S.T.E. [2]... mais aussi des unions départementales de Paris et des Hauts-de-Seine) de déstabiliser, d'affaiblir l'U.R.P. pour qu'elle revienne dans le giron confédéral : l'U.D. de Paris s'employa activement à paralyser l'activité régionale, en vain, et dans la dernière période tenta de bloquer les débats autour de la préparation du 47e congrès, essayant de rouvrir une crise.

Un syndicalisme de solidarité...

Les textes, présentés et approuvés à ce congrès d'octobre 1987, confirment les orientations d'Evry, à savoir un syndicalisme de solidarité de classe, d'action et de transformation sociale. Ils écartent le syndicalisme de co-gestion, de partenariat (3) et de régulation sociale, celui qui s'affirme être de « proximité » avec les adhérents et salariés, en siégeant dans toutes les institutions possibles, celui porté par la majorité des U.D. de Paris et des Hauts-de-Seine et par celle des unions professionnelles E.G.F. et Banques d'Ile-de-France.

Mais si le débat sur l'adaptation du syndicalisme reste incontournable, la C.F.D.T. région parisienne



Nous pouvons dire maintenant que la majorité des salariés cédétistes de la région paisienne ne sont pas dans les structures bureaucratiques de la C.F.D.T., mais avec nous, " dehors ", dans les syndicats, sur le terrain, dans les unions départementales. Nous pouvons dire cela. Mais le poids de la confédération va peser de toutes ces forces, plus que jamais sur la région parisienne pour empêcher toute perspective de lutte massive et unitaire, ce qui n'est pas la moindre des difficultés. »

Un putsch pour le secrétariat général

Quel triste spectacle que cette fin de congrès : des délégués obligés de sortir et de s'entasser dans une toute petite salle, car les organisateurs (U.D.-75) n'avaient pas pris la précaution de réserver la salle pour la soirée. Puis un vote bloqué des proconfédéraux provoquant l'élimination des majoritaires aboutit à vider la salle d'une grande partie des délégués écœurés de telles pratiques.

Cela permit aux crapules restantes d'opérer, avec un cynisme démesuré, un véritable putsch en désignant sans le quorum Bontems, secrétaire général. L'opération « reprise en main » de la confédération était terminée. Le lendemain matin, à 8 h 15, le nouveau secrétaire vidait un des secrétaires sortants de son bureau pour prendre possession de l'U.R.P.-C.F.D.T.

Comment les syndicats, majoritaires sur les textes, n'ont pas su élire des secrétaires en accord avec leur orientation ? Avant tout, c'est la victoire de la bureaucratie : les votes sur les textes, effectués publiquement par appel nominal peuvent être contrôlés, alors que les votes sur les candidats, opérés par bulletins secrets ne le sont pas. Des syndicats « riches » sans vergogne achètent des timbres pour augmenter leur nombre de voix. Des syndicats inconnus sur le terrain apparaissent. Les syndicats non présents ne sont pas oubliés, d'autres se chargent de voter pour eux sans possibilité de réel contrôle quant à l'orientation choisie. Mais surtout, des syndicats qui ne reconnaissent pas leur minorité — quand bien même elle serait de 49% — et bloquent leurs mandats.

Ces pratiques se trouvent encouragées par la confédération. De l'autre côté, celui des majoritaires, les scrupules tiennent encore. Cette victoire de la bureaucratie s'accompagne d'une faiblesse à se comporter comme majoritaire quant à n'entend pas le traiter comme la confédération le lui impose, mais en débattre avec son identité régionale propre : aussi, la Charte pour l'emploi est-elle apparue comme la véritable colonne vertébrale de la résolution proposée aux syndicats (71%).

Mais laissons la parole aux délégués : « *Au soir du 2e jour, nous avions réussi à voter majoritairement des orientations qui limitaient au minimum les dégâts déjà bien avancés du syndicalisme co-gestionnaire, partenarial, autrement dit réformiste de la C.F.D.T. " recentrée " et " modernisée ". L'action de l'équipe régionale sortante avait été approuvée par le plus grand nombre d'entre nous.*

Il restait à désigner les militants qui mettraient en pratique ces orientations. Pour d'autres, qui s'étaient, somme toute, montrés plutôt discrets jusque-là, il restait à prendre le pouvoir. Ils étaient là pour ça, pour cela seulement et pour rien d'autre.

L'équipe menée par Bontems et Batard avait évité l'affrontement avec la majorité du congrès, retirant leurs amendements au dernier moment. D'autre part, l'équipe unissant les candidats de l'U.D.-93, de la Métallurgie, des Finances, du S.G.E.N. et de l'A.N.P.E. ne se présentant pas clairement en tant qu'équipe ayant élaboré les textes et voulant les mettre en œuvre, n'apparaissait guère plus qu'une simple addition d'individus. Il est possible que certains délégués du congrès n'aient su qu'au dernier moment, qui était qui et qui défendait quoi.

Cela n'a pas eu lieu, peut être à cause des difficultés rencontrées notamment dans la formation de l'équipe " rose et rouge " de la majorité sortante qui a dû " digérer " l'élimination avant le congrès d'une candidate de la L.C.R. afin d'être plus " présentable " aux yeux de la confédération. Cela n'aura pas servi...

C'est ainsi qu'au soir du dernier jour, nous nous sommes retrouvés quelque peu abasourdis suite au résultat de l'élection : 4 secrétaires élus (4), pour 5 postes disponibles, venant des 2 équipes concurentielles avec aucune possibilité de travail commun, Bontems ayant combattu tous les textes, alors que Carvou et Tourbin avaient contribué activement à leur écriture et à leur approbation.

Aussi, quand Bontems s'est présenté au congrès comme candidat au secrétariat régional, annonçant qu'il appliquerait les orientations qu'il avait combattues, s'est-il fait copieusement huer !

L'élection du bureau régional a terminé de balayer nos espoirs en éliminant rien moins que trois unions professionnelles (et des plus importantes : S.G.E.N., Santé et P.T.T.) et 2 unions départementales alors que l'U.D.-75 s'attribuait 3 places sur les 25 possibles.

l'équipe issue d'Evry, d'autant qu'elle fut divisée par le compromis rassemblant 5 candidats au détriment de la secrétaire régionale sortante, à qui rien n'était reproché dans l'exécution de son mandat si ce n'est d'être encore à la L.C.R.

L'obstacle majeur était bien évidemment le déploiement de manœuvres confédérales qui aboutissent à l'intervention directe de la C.C.O. (Commission confédérale d'organisation) :

- aide politique au secrétaire général élu, qui se retrouve bien seul, puisque les deux élus de l'équipe majoritaire (Carvou et Tourin) ont démissionné refusant de travailler avec un bureau régional anti-majoritaire ;
- préparation d'un comité régional (organe décisionnel entre deux congrès), par les fédérations afin de cadrer les délégations.

En fait, même si les syndicats n'ont pas eu le courage d'engager le conflit contre la confédération, cette défaite est cependant une *victoire* sur la bureaucratie en ce sens que malgré manœuvres, manipulations et pressions la majorité du Congrès d'Evry s'est confirmée lors de ce Congrès de Paris et ne s'est pas éclatée lors de ces moments difficiles. Espérons qu'elle se maintiendra et qu'elle fera vivre le mieux qu'elle pourra les orientations qu'elle a décidées : un syndicalisme de masse et de classe pour « *conjuguer l'action quotidienne et l'utopie créatrice* » (5).

HELYO

Une motion de soutien à l'action antimilitariste de notre compagnon Christophe Pottier, qui passera en appel le 3 novembre suite à la condamnation à 6 mois de prison ferme, a circulé et a été signée par les délégués au congrès.

(1) U.R.P. donc, comprenant les syndicats des 8 départements d'Ile-de-France.

(2) P.S.T.E. : Protection Sociale-Travail-Emploi.

(3) Le syndicat serait un des partenaires, au même titre que le patronat, dans le champ social.

(4) Bontems (U.D.-75), Carvou (Métallurgie), Tourbin (U.D.-93) et Galli (Banques, et sûrement le quota féminin).

(5) Résolution « Adaptation du syndicalisme. Identité régionale », octobre 1987 (47e congrès de l'U.R.P.-C.F.D.T.).

C.F.D.T.

Rien à signaler ?

PARIS, 20 septembre, se tenait l'assemblée générale des syndicats de la métallurgie et des mines (F.G.M.M.) C.F.D.T. Ordre du jour :

- un membre du bureau fédéral accuse ses camarades de détournement de fonds suite à un trou important du budget ;
- dissensions dans le secrétariat fédéral pour la succession de Granger au poste de secrétaire fédéral ;
- préparation du congrès.

Imaginez 160 militants survoltés, entassés dans une salle trop petite : un panier de crabes dans une boîte à sardines.

Ces hommes, ces femmes, venus de tous les horizons de la France, n'ayant souvent pas dormis pendant le voyage de nuit, apprirent avec stupéfaction, par le secrétaire fédéral et le rapporteur de la commission aux comptes, qu'on les avait dérangé pour rien. Tous les problèmes étaient réglés ou presque...

Les comptes sont bons. Le permanent, accusé d'avoir détourné des fonds mis à sa disposition pour animer des stages, aurait rendu plus d'argent qu'on ne lui aurait réclamé. Gag, le « pôvre » ne savait pas faire des additions et de soustractions. L'argent prêté aux permanents devant s'installer dans leur fonction à Paris (comme les 150 000 F empruntés au taux de 5% par le secrétaire démissionnaire, Granger, pour assurer sa réinstallation, était comptabilisé en bonne et due forme. Aucune allusion sur cette fédération qui se transforme en banque, rien sur ces permanents, prêcheurs d'un syndicalisme de service, qui commencent d'abord par se servir eux-mêmes...

D'ailleurs, les problèmes de dissensions dans l'équipe dirigeante ne proviennent pas de ces pécadilles, mais des luttes de succession pour le poste de secrétaire fédéral. N'imaginez pas que ceci se passe dans la clarté démocratique évoquée par le sigle C.F.D.T.

A la tête de l'élite dirigeante de la F.G.M.M., il y a Granger, maître incontesté de la fédération. Granger a un dauphin, l'ultramoderniste Foucard, mais Granger veut se retirer des affaires et au dernier moment, toujours du droit du prince, déshérite Foucaud au profit de Limonet. Granger parti, le Bureau fédéral cherche à éliminer Limonet au profit d'un petit nouveau, aux mains encore pas trop sales, Dantin.

Vous vous y retrouvez ? Les métallos de la C.F.D.T., non. Tant pis, ils n'ont rien à dire. Chaque nomination au bureau et au secrétariat fédéral se fait par cooptation des membres déjà en place. Le mythe autogestionnaire de la C.F.D.T. a laissé la place aux germes du stalinisme. Le bureau qui sera présenté au prochain congrès est déjà constitué comme au P.C.F.

La seule marge de manœuvre qu'il restait aux militants des syndicats était le maintien ou le recul du congrès. Retarder le congrès laissait la possibilité au secrétariat d'étouffer les derniers scandales en douceur. L'assemblée générale en a décidé autrement. Le congrès de la F.G.M.M. se tiendra au mois de novembre à Angers. L'espoir restera-t-il...

Groupe Fresnes-Antony

Sur l'organisation anarchiste...

NOUS avons tous quelques souvenirs de ces soi-disant libertaires des années 70 qui, à un certain moment de la discussion, se levaient majestueusement pour aller écrire au tableau de la salle de réunion quelque chose comme « *militant égale militaire, égale militarisme* ». « Egale démon » n'était ni prononcé ni écrit, mais l'anathème flambait dans l'œil brillant du dénonciateur.

Alexandre Skirda nous offre dans *Autonomie individuelle et force collective ; les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours*, ouvrage qu'il a autoédité, une brève et intéressante histoire de ceux qui voulurent donner au mouvement libertaire une forme organisée : adhésion, formation, cotisation, discussion, décision, application et responsabilité, comités et congrès, organisation en un mot. Une histoire engagée, partiale même parfois. Mais qui met au grand jour une des vraies questions que les événements du siècle posent à ceux qui se reconnaissent dans le socialisme libertaire.

Dans l'introduction, Alexandre Skirda résume les termes du débat : « *Ballottés entre une autonomie individuelle poussée et une démarche collective parfois pesante, les libertaires ont régulièrement échoué à imprimer aux événements et à l'évolution historique une tournure définitivement émancipatrice. Peut-on attribuer cet échec à un contexte défavorable, à des lois objectives incontournables, à la nature humaine, ou bien à une incapacité congénitale, à un '' ventre mou '' de la doctrine ?* »

Comme on le voit, réflexion et histoire, puis analyse et enfin prise de position. Alexandre Skirda, dès les premiers chapitres, prend parti pour un tendance et souligne à grand traits ce qui, à chaque période, lui paraît être la bonne

Archinov en 1926.

solution, de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, des compagnons bakounistes à... la plate-forme organisationnelle du groupe « Diélo Trouda », dite d'Archinov, et aux tentatives d'organisations « platesformistes ». Ne sont pas oubliés le contrat organisationnel de l'Organisation révolutionnaires anarchiste (1968-1970) non plus que le projet du groupe Kronstadt, dont on dit que Skirda fut un des rédacteurs. Les cent dernières pages du livre réunissent un certain nombre de textes de base relatifs au débat sur la « plate-forme ».

Un livre à lire donc, pour la relation qu'il présente des tentatives théoriques et pratiques d'organiser le mouvement libertaire. A lire avec esprit critique car c'est un ouvrage polémique qui va déclencher pamphlets et affrontements. Pouvait-il en être autrement quand on connaît la passion d'Alexandre Skirda pour le mouvement makhnoviste et ses militants...

Deux critiques

Nous nous permettons deux critiques sur ce travail : une sur la manière dont est présenté Voline et une seconde qui concerne Georges Fontenis.

Celui qui écrit cet article connaît bien, pour des raisons familiales, Jean Thersant alias Julien Toublet qui assura pendant les années trente des responsabilités à la C.G.T.-S.R. et à l'A.I.T. Et qui travailla tout au long de ces durs moments de montée en puissance du stalinisme et du fascisme au côté de Vsévolod Mik-

haïlovitch Eichenbaum à la rédaction de *L'Espagne antifasciste*, à l'organisation des tournées de propagande et des campagnes de solidarité, à la collecte de fonds et d'armes pour soutenir nos camarades espagnols en lutte ; le souvenir que Julien Toublet conserve de Voline est celui d'un militant libertaire et d'un homme de grande valeur, intègre et courageux outre sa grande culture. La partialité avec laquelle Alexandre Skirda traite un tel militant affaiblit la qualité du livre tout entier ; des détails à propos de mauvaises traductions, ou plutôt de traductions malveillantes, sont soulignés à l'envi, alors qu'à l'époque ces zizanies linguistiques avaient été tranchées en faveur de Voline. Il aurait sans doute été plus profitable au débat de publier la réponse à la « plate-forme » dudit Voline, ainsi que les contributions de Fabbri, Malatesta et Berneri.

L'Organisation pensée et bataille

Plus contestables encore apparaissent le ton employé et le jugement porté par Alexandre Skirda dans la partie consacrée à Georges Fontenis et à l'Organisation pensée et bataille (O.P.B.) — fraction clandestine constituée au sein de la Fédération anarchiste française au tout début des années cinquante. D'abord la comparaison entre l'O.P.B. et le pacte conclu autour de Pierre Besnard ne peut se justifier que par de vagues analogies de forme. La première se contracta entre des militants anarchistes dans une fédération libertaire de quelques milliers d'adhérents et donna naissance à une organisation dans l'organisation ; le second unit dix-huit militants syndicalistes révolutionnaires — les chiffres sont ceux de Skirda — sur un objectif de préservation de la Confédération générale du travail, environ un million d'adhérents, des influences bolcheviques : adhésion à l'Internationale syndicale rouge et reconnaissante « de facto » du rôle dirigeant de l'Internationale communiste. Tout est différent, la nature des groupements, le temps et surtout le contexte : la C.G.T. après la guerre de 1914-1918 pour le pacte ; la F.A. après le Seconde Guerre mondiale pour l'O.P.B.

Alexandre Skirda inclut dans les « Textes et documents » de son livre quelques paragraphes de la plume de Fontenis sur l'itinéraire de l'O.P.B., qui se terminent par la promesse d'un « *ouvrage... dans un esprit d'autocritique* ». Une telle publication pourra peut-être éclairer les événements qui virent selon les sévères paroles de Gaston Leval, qu'on ne peut soupçonner de « j'm'en-foutisme », « *le vénérable* Libertaire *de Sébastien Faure se transformer en tract électoral* ».

Qu'on nous excuse un certain agacement : qu'y-a-t-il de commun entre la lutte héroïque que Nestor Makhno commença en mars 1917 lorsqu'il devint président de l'Union des paysans de Gouliaï-Polié (1) et l'aventure de l'O.P.B. qui se conclut par l'évaporation de l'organisation communiste libertaire ; avec les sordides détails de l'ardoise non payée à l'imprimerie du Libertaire et l'abandon du gérant de l'hebdomadaire qui, dans les années soixante-dix, continuait de payer quasi seul les amendes infligées au cours de la période de soutien à la révolution algérienne (2). Répondre qu'il existe entre les deux expériences une certaine communauté idéologique ne nous paraît pas convaincant.

Ce que retiendra l'histoire de l'épopée des makhnovistes, ce sont les réalisations de la « makhnovtchina », ce qu'elle fit : les soviets paysans ; la collectivisation des terres ; l'armée insurrectionnelle d'Ukraine ; la bataille de Pérégonovka, qui arrêta la marche de Dénikine vers Moscou (3) ; l'occupation d'Ekatérinoslav en 1919, au cours de laquelle, et malgré la guerre civile qui continuait, les divers partis socialistes, y compris les bolcheviks, purent faire paraître leur presse, montrant ainsi que la force armée révolutionnaire n'est pas toujours et obligatoirement totalitaire (4).

A l'intérieur de ce mouvement révolutionnaire s'est déployée, dit-on, une organisation anarchiste qui donna une grande partie de son contenu à la révolte contre les « barines » et les patrons ; voilà qui nous passionne, parce que nous voulons savoir comment nos camarades d'Ukraine s'y sont pris, par quel moyen ont-ils pu modeler ce mouvement pour que paysans et ouvriers d'Ukraine du Sud se reconnaissent, pour qu'ils tentent de mettre en pratique le communisme libertaire.

La plate-forme résume les réflexions de militants anarchistes qui ont eu un rôle, et quel rôle, dans ce mouvement ; c'est pour cette raison qu'elle présente un grand intérêt. Même si, à partir de la même expérience, un autre militant, en l'occurence Voline, formula un autre projet, celui de la synthèse anarchiste.

Mêler aux éléments de ce débat des personnalités comme Georges Fontenis ou des expériences comme l'O.P.B. nous semble hors de propos : la résultat, le bilan des tentatives de l'O.P.B. et de la F.C.L. peut se résumer par la dispersion des militants, l'anéantissement des liens organiques, c'est-à-dire l'affaiblissement objectif du mouvement libertaire tout entier.

La contradiction entre intentions proclamées et résultats obtenus devra un jour être examinée dans notre mouvement ; depuis

1930, les libertaires qui se sont réclamés de la plate-forme — à savoir de principes d'anarchisme prolétarien qui devaient aboutir à la constitution d'une organisation solide influençant des secteurs marquants du monde du travail — n'ont pas atteint leur but. L'action concrète de la grande majorité des « platesformes » fut, au contraire, d'augmenter l'entropie du mouvement libertaire (5). Les militants anciens et expérimentés qui manquaient dans les entreprises en 1968 n'auraient-ils pas été en totalité ou en partie découragés par la chasse aux sorcières et les campagnes de calomnie contre les « vaseux » des années cinquante ? Les hasards du salariat ont mis le signataire de cet article dans le même lieu de travail qu'André Devriendt et André Moine ; tous trois, nous avons milité ensemble dans le même syndicat, et avec quelle tristesse les deux André se souvenaient-ils des déchirements de cette époque !

Guerre et fédéralisme

A notre sens, les propositions organiques d'Archinov et du groupe « Diélo Trouda » n'ont pas suffisamment été examinées d'un œil, comment dire aujourd'hui... matérialiste, objectif, historique ? Les facteurs temps et lieu, et particulièrement les circonstances spécifiques qui ont présidé à sa conception, ont été sous-estimés. On ne peut comprendre la démarche d'Archinov, de Makhno et de leurs compagnons qu'avec une prise en compte de la situation qu'ils vécurent et au cours de laquelle ils agirent comme révolutionnaires anarchistes : les bouleversements d'une société à majorité paysanne plongée dans une guerre civile atroce, après une guerre étrangère et une occupation militaire.

Beaucoup de camarades ont insisté, avec raison, sur la conception très restreinte du fédéralisme de la plate-forme. Archinov souligne pourtant que le fédéralisme préside à l'organisation des anarchistes : il résume par ce mot le principe même de la vie sociale vue par les libertaires. Autonomie des parties, coordination sur des objectifs précis, le lien essentiel du principe de fédération réside dans la conscience de la nécessité de la lutte, de l'organisation, prise en compte des contraintes inhérentes à la société de classes. Cette conscience permet la construction d'une organisation, et un équilibre doit s'élaborer entre les divers niveaux de l'ensemble organique, qui favorise le débat, la prise de conscience et les décisions collectives. C'est la conviction contre l'obligation.

On comprend combien la ligne générale tactique et politique, le programme homogène présentant des interrogations, voire des antagonismes avec l'idée même de fédération. Des explications complémentaires seront fournies dans le *Supplément à la plate-forme organisationnelle*, qui raisonne sur les divergences possibles, sur l'hypothèse de deux lignes générales, avec l'existence dans la nouvelle organisation d'une majorité et d'une minorité. Si toute entente se révélait impossible, est-il écrit dans ce supplément, « *une scission se produirait, la minorité se séparerait de la majorité et créerait une organisation à part* ».

« *Le type fédéraliste, précisait la plateforme, de l'organisation anarchiste, tout en reconnaissant à chaque membre de l'organisation le droit à l'indépendance, à l'opinion libre, à l'initiative et à la liberté individuelle, charge chaque membre de devoirs organisationnels déterminés, exigeant leur exécution rigoureuse, ainsi que l'exécution des décisions prises en commun* » (6).

Derrière toutes ces abstractions, quelque chose détermine, décide au nom de l'« organisation anarchiste ». Ce serait le Comité exécutif de l'union générale des anarchistes ; il serait nommé par le congrès, qui fixerait ses « droits, responsabilités et tâches pratiques ». L'essentiel de la démarche plate-formiste, l'outil de la ligne générale et de la cohésion idéologique se résume — en dernière analyse, comme on dit — par la volonté de créer un organisme de direction du mouvement, ou plutôt dans lequel le mouvement se reconnaîtrait ; les garanties qu'on nomme ailleurs démocratiques, dans les partis politiques par exemple, résidant dans un principe fédéraliste d'organisation et un hypothétique droit de scission, les divergences sur la ligne générale ne pouvant être tranchées qu'au cours d'un congrès.

« Unité idéologique »

Cet organisme de direction préparera avec toute l'union une « *théorie déterminée, un plan de travail arrêté* » qui « *devra concorder chez tous les anarchistes œuvrant dans les syndicats* » (7). Ne serions-nous pas tout près du léninisme ? « *Non, répond Paul Denais, animateur de* Tribune anarchiste communiste, *il ne s'agit pas de direction politique, de rôle dirigeant dans l'action, mais de direction idéologique* ». La réponse précisant que « *L'union des anarchistes ne s'occupera guère d'établir la tactique du mouvement ouvrier ou d'élaborer les plans des grèves ou des manifestations. Mais elle tendra à répandre dans les syndicats ses idées sur la tactique révolutionnaire de la classe ouvrière et sur divers événements* » (8).

Sur l'organisation anarchiste (suite)

Pour unifier enfin cette union, dirigée par un comité exécutif, sera élaborée une « *unité idéologique* » qui se compose d'analyses sur la lutte des classes et la nécessité d'une révolution sociale violente, d'une définition du communisme libertaire, de la négation de l'Etat et de l'autorité et d'une définition du rôle des anarchistes dans la lutte sociale et lors des affrontements révolutionnaires, l'objectif étant la constitution de « *conseils des organisations ouvrières et paysannes de production et de consommation. Tel est le sens du mot d'ordre : régime libre des soviets et des comités d'usine. Nous entendons sous ce régime un tel système économique et social où toutes les branches et fonctions de la vie économique et sociale seraient concentrées entre les mains des organisations travailleuses de production et de consommation, qui dirigeraient ces fonctions dans le but de satisfaire les besoins de toute la société travailleuse. La fédération de ces organisations et leurs soviets liquideront l'Etat et le système capitaliste...* » (9).

Avec tous ces éléments, on discerne bien le fonctionnement de cette organisation russe ; on imagine sans peine ses militants intervenant dans les soviets locaux et les comités d'usine, pour y formuler des propositions incitant les travailleurs à prendre les choses en main.

Il manquerait pourtant un chapitre important, déterminant même, des propositions de « Diélo Trouda » si on n'insistait pas sur les paragraphes qu'il consacre à la défense de la révolution.

« Anarchisme de guerre »

Cette défense serait assurée par une armée, et l'union anarchiste comprendrait cette idée dans son programme : « *Semblable à toute guerre, la guerre civile pourrait être menée avec succès par les travailleurs qu'en appliquant, dit la plate-forme, les deux principes fondamentaux de toute action militaire : l'unité du plan d'opérations et l'unité de commandement commun* ». Cette armée se différencierait des autres armées par son caractère de classe, le volontariat de son recrutement, son autodiscipline révolutionnaire et sa subordination aux organisations « civiles ».

Ces dernières phrases livrent la clé de compréhension de propositions aussi inflexibles, apparemment très éloignées de cet esprit de liberté auquel nous nous référons : unité idéologique, stratégique et tactique pour l'union, unité de commandement et des plans d'opérations pour les forces armées ; c'est bien là un « anarchisme de guerre » ! Une réponse apportée à une situation d'affrontement armé ; quer au temps de paix civile — paix relative avec des conflits de classes il est vrai, mais paix tout de même — de telles recettes se retourneraient contre les intentions affirmées, comme l'expérience l'a montré.

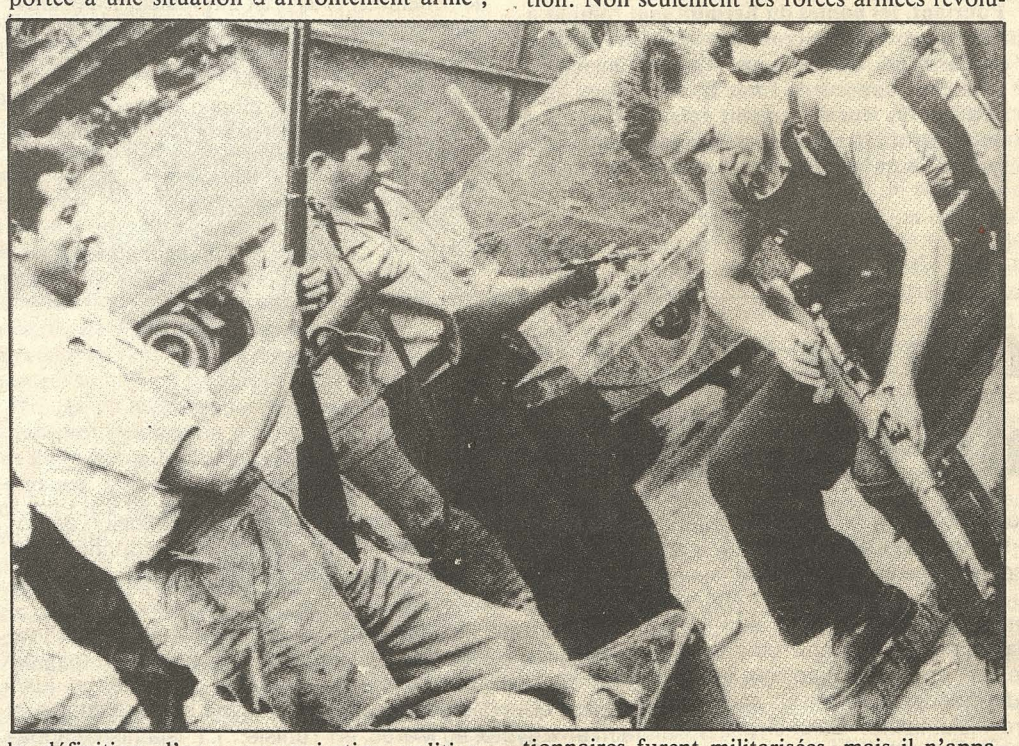
En période de paix civile, le mouvement libertaire a également besoin d'organisation et d'unité, et il doit les chercher dans le fédéralisme, compris comme initiative et recherche, et non comme obligation organique, dans le débat tolérant. Les rigueurs idéologiques des périodes d'affrontements menaceraient, en période de paix, un mouvement qui s'y plierait lorsque le temps est, aussi et entre autres choses, à la réflexion.

Pour contrecarrer les débordements autoritaires

Le comité exécutif, voire un congrès, pourrait-il, par exemple, choisir la bonne méthode d'analyse du réel ; retenir, par hypothèse, la dialectique sérielle de Proudhon, contre la dialectique matérialiste de Bakounine ou le matérialisme mécanique de Kropotkine... Nous ne plaisantons qu'à demi... puisque nous avons déjà vu des organisations se prononcer sur ces questions-là et se reconnaître, par exemple encore, dans le matérialisme historique. Voilà une pente bien dangereuse, et le chemin est court, qui chute de l'unification de l'idéologie au contrôle de la philosophie et de la recherche scientifique.

L'union générale des anarchistes serait-elle censée avoir une opinion sur Max Planck et la théorie des quanta ? Sur le *Big Bang* ? Non, bien sûr ; connaître, s'informer, comprendre oui ; mais choisir, en tant que mouvement, non. Rappelons-nous les phrases de Monod, celui de *Le hasard et la Nécessité*, qui se souvenait des recommandations de la direction du P.C.F. sur ce que le biologiste devait découvrir dans le noyau de la cellule vivante. Dans le domaine des connaissances, vérité d'aujourd'hui deviendra erreur, approximation, contre-vérité demain ; la liberté de recherche et d'expérience dans tous les domaines de la vie s'affirme comme une des garanties des progrès de l'humanité, progrès compris dans son acception de meilleure compréhension du monde. L'unité idéologique proclamée souvent et à priori comme bénéfique se révélait à l'expérience comme source de conservatisme.

La plate-forme de « Diélo Trouda » nous rappelle pourtant que ce mode de fonctionnement ne s'applique pas à l'affrontement armé ou au temps de dictature. Les événements d'Espagne après le coup d'Etat dirigé par Franco ne contredisent pas une telle affirmation. Non seulement les forces armées révolu-

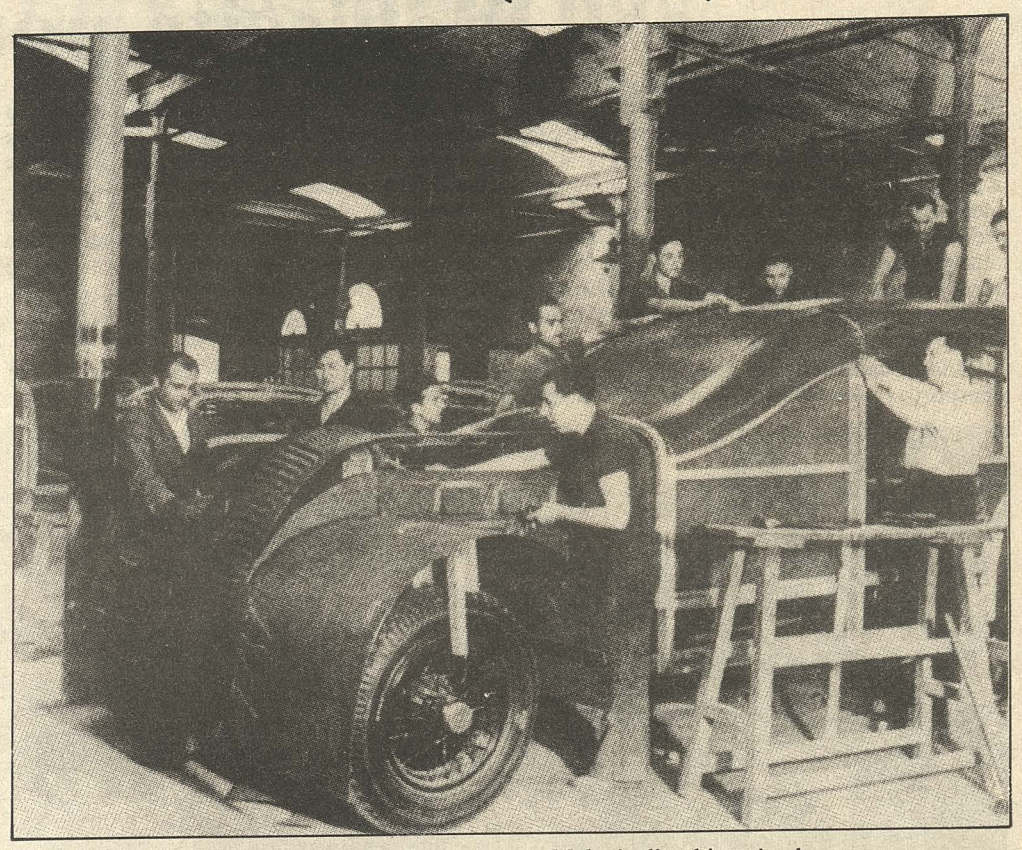


la définition d'une « organisation politico-militaire », selon le vocabulaire en usage dans les guérillas du tiers monde qui contrôlent des « zones libérées » ; l'écho libertaire de ce que fut une guerre de paysans en révolte ; la version et la compréhension anarchistes de cette lutte comme, la Longue Marche et la république de Yenan en seront la traduction des marxistes-léninistes chinois.

Les grands incendies des guerres paysannes se ressemblent beaucoup, et les zones libérées de la makhnotchina ont bien des traits communs avec les « bandes » des révoltés d'Alsace et de Moselle de 1525 en guerre contre la noblesse de l'Empire et le duc de Lorraine (10). La plate-forme condense ce qui nous apparaît être des propositions et des réflexions qui traitent des temps terribles de la guerre, d'un point de vue libertaire. Et elle n'est que cela. Appli-

tionnaires furent militarisées, mais il n'apparaît pas que le Comité national de la C.N.T. envisageait en cas de victoire contre le franquisme de désarmer les divisions confédérales ; l'affaire du Conseil national de défense de mars 1939 (11) au cours de laquelle communistes et libertaires se combattirent ouvertement montre, au contraire, que l'existence de telles forces aurait été déterminantes pour une hypothétique continuation de la révolution sociale, après une victoire sur la réaction de droite.

Songeons également aux efforts fournis par les libertaires espagnols pour constituer un Comité national clandestin de l'intérieur, organisme de direction, alors que près d'une dizaine se retrouvèrent incarcérés ensemble dans les geôles fascistes. Du 4 au 7 juillet 1937, la *Fédéración anarquista iberica* tint à Valence un plénum péninsulaire qui réorganisa la struc-



ture interne de l'organisation spécifique de l'anarchisme espagnol, qui dépassa les 150 000 membres à la fin de 1937. Elle devenait « *une organisation fondée sur une stricte division territoriale. Dans chaque localité et dans chaque faubourg ou quartier de grande ville, il y aurait un " groupement " (*agrupacion*) pouvant être composé par plusieurs centaines d'adhérents. Un contrôle très strict serait imposé aux nouveaux venus et les divers groupements s'uniraient les uns aux autres par des liens très solides. La F.A.I. se convertissant ainsi en une organisation de masse, elle sortait de la clandestinité, elle élaborait des statuts et établissait une discipline interne et une véritable direction centrale* » (12).

Enfin, certains libertaires espagnols franchirent le pas des normes statutaires du mouvement libertaire en voulant constituer, le 2 avril 1938, sur proposition de Garcia Oliver approuvé par Domenech, Escorza et F. Mont-Serry, un « *Comité exécutif du mouvement libertaire de Catalogne* », « *qui détiendrait toute l'autorité, contrôlerait et dirigerait tout : la presse, les troupes confédérales, l'économie* » (13). Le Comité national de la C.N.T., en la personne de Horacio Prieto, son secrétaire, lui « *déclara que seul comptait le Comité régional de la C.N.T. et qu'il ignorait ce comité exécutif dont aucun congrès n'avait admis l'existence* » (14).

Nous avons pensé utile de citer ces événements parce qu'ils montrent combien la réflexion de « Diélo Trouda » fut nourrie par l'expérience de la lutte révolutionnaire effective. Dans une autre révolution que la révolution russe, dans une autre guerre civile, des libertaires — et ceux de la C.N.T.-F.A.I. dont on connaît les rigueurs idéologiques — furent contraints d'appliquer aux problèmes posés par des affrontements armés des solutions déjà évoquées par les compagnons d'Archinov. Les conséquences de ces innovations, leurs dangers et les moyens à élaborer pour contrecarrer les débordements autoritaires, le césarisme, etc., doivent être évidemment au cœur de la recherche théorique du mouvement libertaire tout entier. La pire des possibilités serait qu'on en nie la réalité, qu'on les oublie.

Pour l'avenir

Les forces actuelles de l'anarchisme comme les orientations du mouvement social ne posent évidemment pas ce type de question. Il reste que nous devons conserver et transmettre cet héritage, construit sur les tentatives révolutionnaires malheureuses du premier tiers de ce siècle, afin de préparer le plus grand nombre de militants possible au réalisme des temps d'affrontements. Archinov, en 1926, a formulé, à contrario, la conclusion de ce débat :

« *L'époque des guerres et des révolutions actuelle pose avec une acuité exceptionnelle le dilemme principal : les événements révolutionnaires évolueront ou bien sous l'influence des idées étatistes (soient-elles socialistes), ou bien sous l'influence des idées non étatistes (anarchistes). Et puisque nous sommes inébranlablement convaincus que la tendance étatiste aménera la révolution à l'échec et les masses à un nouvel esclavage, notre tâche en découle avec une logique implacable : c'est celle de faire tous nos efforts pour que la révolution soit guidée par la tendance anarchiste.* »

Malgré l'ambiguïté de son retour en U.R.S.S., l'inébranlable conviction d'Archinov l'amena, en 1937, à Moscou, devant un peloton d'exécution pour avoir voulu « *restaurer l'anarchisme en Russie soviétique* » (15). Nous ne devons oublier ni son histoire ni ses propositions.

Hier, l'extrême gauche communiait en révolution sociale avec « Che » Guevara. Dans l'avenir, à un certain moment du développement du mouvement social, si les classes dominantes menacées font appel aux armes, il sera utile si nous voulons résister de se souvenir de Piotr Archinov, de « Diélo Trouda » et de leur plate-forme.

J. TOUBLET

(1) Alexandre Skirda, Les cosaques de la liberté, *éditions Lattes, p. 50, disponible à la librairie du Monde libertaire (115 F).*

(2) Témoignage verbal du camarade André Moine.

(3) A. Skirda. op. cit., p. 176.

(4) A. Skirda, Autonomie individuelle et force collective, *p. 292, disponible à la librairie du Monde libertaire (100 F).*

(5) Nous avons voulu, avec cette note, faire remarquer que nous ne comprenons dans ces militants notre regretté camarade Christian Laguant.

(6) A. Skirda, Autonomie individuelle et force collective, *p. 281.*

(7) Ibidem, p. 290.

(8) Ibidem, p. 290.

(9) Ibidem, p. 288 et 289.

(10) Gautier Heumann, La Guerre des paysans d'Alsace et de Moselle, *pages 83 et suivantes, Editions Sociales, 1976.*

(11) « La bataille commença le 5 mars à l'aube entre les corps d'armée I, II et III que commendaient les communistes et le corps d'armée IV contrôlé par les libertaires sous les ordres de Cipriano Mera. Elle ne se termina que le 12 mars par la défaite des communistes », *Cesar M. Lorenzo,* Les Anarchistes espagnols et le pouvoir, *le Seuil.*

(12) Ibidem, p. 262.

(13) Ibidem, p. 293.

(14) Ibidem, p. 293. Lorenzo conclut cet événement par la phrase suivante : « Dans un moment de désarroi, les " puritains " catalans avaient bondi d'un extrême à l'autre, de l'anarchie à la dictature. » *A travers les écrits du fils — Lorenzo est le fils de Horacio Prieto — on croit discerner l'ironie un peu hautaine du père.*

(15) A. Skirda, op. cit. p. 186.

Bibliographie

Body M., *Un piano en rouleau de Carélie* **(40 F)**

Kollontaï A., *L'opposition ouvrière* **(30 F)**

Litvinov V., *N. Makhno et la question juive* **(20 F)**

Makhno N., *La lutte contre l'Etat et autres écrits* **(50 F)**

Menzies M., *Makhno, une épopée* **(50 F)**

Rocker R., *Les soviets trahis par les bolchevicks* **(20 F)**

Skirda. A., *Les cosaques de la liberté* **(115 F)**

Ternon Y., *Makno, la révolte anarchiste* **(29 F)**

Voline, *La révolution inconnue* **(145 F)**

Ces ouvrages sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

CHILI

Plébiscite pour un tyran...

LE 11 septembre 1987, c'était le quatorzième anniversaire du régime militaire au Chili. Dans le silence quasi total de la presse internationale, le 7 octobre dernier, le peuple chilien a participé à une nouvelle journée de protestation, à l'appel de la Centrale nationale des travailleurs (C.N.T.). Ce jour-là dans plusieurs villes du pays, des affrontements ont opposé les forces de répression aux manifestants.

Dans la capitale, Santiago, les moyens de transports étaient absents, il n'y avait aucune circulation sinon celle des véhicules de la répression. Les commerçants avaient tiré leurs rideaux, fermé leurs portes, non par volonté de participer mais par peur des milliers de manifestants (60 000) qui ont défilé toute la matinée au centre de la ville et qui, malgré la répression massive, ont poursuivi leurs actions le reste de la journée jusqu'à tard dans la nuit.

Action de la base

Dans les bidonvilles, des barricades ont été édifiées encerclant plusieurs quartiers, quelques bus avaient été brûlés la veille et des affrontements violents se sont produits la nuit suivante. Dans les universités, de nombreux meetings ont rassemblé les étudiants.

L'unique réponse du régime a été une répression brutale qui a fait deux morts : un bébé et une jeune fille de 19 ans ainsi que d'innombrables arrestations.

Il faut souligner que l'appel à la grève a été fait par une seule centrale syndicale, les partis politiques, quels qu'ils soient, ne s'y étant pas associés. Depuis toujours, la dictature avait eu deux adversaires : les partis politiques d'une part, les mouvements populaires des organisations de base, d'autre part.

Il faut rappeler que les premières journées de *protestas*, en 1983, au Chili, se sont déroulées à l'appel des organisations des travailleurs avec la participation massive des organisations de base. Le succès qu'ont connu les deux premières journées de protestation ont éveillé l'intérêt des partis politiques qui ont fini par récupérer ces mouvements sociaux pour les utiliser dans les tentatives de négociation avec le régime.

Quatre années plus tard, le scénario a changé. La répression est de plus en plus brutale, car le régime ne cherche plus à offrir une « bonne image », depuis que son « tuteur », le gouvernement Reagan, a décrété que « *le régime militaire de Pinochet ne donne plus de garanties* ». En bref, la Maison Blanche demande à Pinochet de partir avec tous les honneurs et les remerciements pour les « services rendus ». Mais ce n'est pas simple...

Le silence des politiciens

En mars 1986, le régime militaire offre un cadeau aux politiciens chiliens : une nouvelle loi va légaliser l'existence des partis politiques. Dix-huit mois après la naissance de cette nouvelle loi, il n'est plus question d'opposition au régime en place de la part des partis politiques. On ne parle plus que des élections promises pour 1989, selon le calendrier fixé par la junte militaire au lendemain du coup d'Etat de 1973.

En 1986, le gouvernement militaire s'est engagé publiquement, malgré la réticence de Pinochet, à préparer les élections présidentielles pour septembre 1989. Mais aujourd'hui, la majorité des membres de la junte ne veulent plus de Pinochet comme candidat. Voilà pourquoi Pinochet, qui n'a pas la même opinion, a décidé d'organiser un plébiscite en septembre 1988, pour demander au peuple chilien s'il est content de lui ou s'il préfère avoir des élections en 1989. En attendant le tyran est parti en campagne, entouré de sa garde prétorienne, et parcourt le pays depuis des mois déterminé à convaincre les Chiliens.

Si Pinochet gagne le plébiscite, il en sera fini des élections de septembre 1989 et le pays pourra voir entrer dans son histoire un Bokassa latino-américain.

Pendant ce temps, le classe politique chilienne respire à l'aise, puiqu'elle est reconnue légalement. Cependant, les partis politiques, qu'ils soient de gauche, du centre ou de droite, n'ont toujours pas trouvé le candidat capable de rassembler tous ceux qui veulent se débarasser de Pinochet. On ne peut pas tout avoir ! Ils sont disposés à attendre le temps qu'il faut pour accéder au pouvoir.

Malgré ce triste panorama, l'opposition des mouvements populaires à la base continue ses luttes, seul espoir d'un peuple qui rêve de sa liberté mais qui est conscient, aujourd'hui, d'être seul face à la dictature.

A. Skirda

AFGHANISTAN

Le merdier de Moscou

LE général Najibullah, nouvel homme lige de Moscou du gouvernement fantôche afghan, vient de déclarer, le 17 octobre, que son régime ne contrôle qu'un tiers du pays. On le savait déjà par la réalité des faits, mais cet effet éloigné de la « glasnost » gorbatchevienne vient à point nommé pour mettre en évidence la faillite militaire de l'intervention moscovite et de ses larbins locaux. Qui plus est, Najibullah a proposé à la résistance afghane — les maquisards, traités depuis des années de « bandits » — d'ouvrir une représentation à Kaboul, à « *condition qu'elle manifeste sa volonté de parvenir à un compromis !* » (cité par *Le Monde* du 21 octobre 1987).

Un gouvernement de coalition ?

Comme preuve de son extrême bonne volonté, Najibullah a offert à des « ministres des régimes précédents » des postes gouvernementaux et a pris des contacts avec des « éléments de droite » pour la formation éventuelle d'un gouvernement de coalition. Si l'on ajoute que plusieurs offres de cessez-le-feu ont été régulièrement faites ces derniers temps, force est de constater que les choses vont on ne peut plus mal pour Moscou et ses marionnettes de Kaboul.

En effet, depuis un an la situation militaire a évolué de manière négative pour eux ; pourquoi ? Pour la simple raison que les moudjaidines afghans ont pu disposer depuis, de missiles et roquettes anti-aériennes, de fabrication américaine et chinoise. Finis les raids impunis des avions et hélicoptères de l'armée rouge contre la population désarmée et les insurgés impuissants ! Les missiles Stinger font des ravages tels que les troupes d'intervention n'osent plus s'aventurer dans les montagnes ; les missiles n'étant opérationnels qu'à partir de 300 mètres de hauteur, les hélicoptères essaient de voler au ras du sol — 50 à 100 mètres —, là aussi, ils deviennent la cible facile de simples fusils lance-grenades anti-chars !

Rapports de force

Cette nouvelle arme absolue des insurgés a complétement bouleversé les données de la guerre, au grand dam des généraux soviétiques. Les résistants afghans ont même opéré des incursions dans les territoires de l'U.R.S.S. limitrophes de l'Afghanistan, rendant de moins en moins sûres les liaisons de l'ennemi. Les stratèges moscovites tentent bien de répliquer en bombardant les camps de réfugiés afghans au Pakistan et en y organisant des attentats meurtriers, mais c'est le terrain diplomatique et politique qu'ils privilégient pour masquer leur échec militaire et se dégager de ce « merdier », qui ressemble de plus en plus à celui que les américains ont connu au Vietnam.

C'est pour cela qu'ils relancent sans cesse les diplomates américains pour trouver une issue honorable pour eux, sous garantie internationale. Quand on sait qu'ils n'ont pas arrêté de dénoncer l'intervention américaine en Afghanistan dans les colonnes de la *Pravda*, en la présentant comme la cause de leur propre intervention, il y a vraiment de quoi se tordre. Pourtant, les pontes du Kremlin sont rompus à tous les exercices acrobatiques et à toutes les contorsions, et l'humour leur est inconnu ; seuls, les rapports de force les intéressent et il suffit qu'ils leur deviennent défavorables pour qu'ils nient avec une fausse candeur les mêmes énormités qu'ils affirmaient haut et fort auparavant.

Chungungo Gonzalez

NOTE DE LECTURE

« L'islamisme radical »

QU'ON le veuille ou non, l'islamisme (et non « l'intégrisme », terme réservé au catholicisme) est l'un des phénomènes marquants du Proche et Moyen-Orient depuis environ deux decénnies. Bruno Etienne, dans ce livre (1), fruit de longues années d'enquêtes sur le terrain, étudie ce phénomène, source de tant de fantasmes en Occident. L'ouvrage débute par un examen de faits généraux, dont la nature du schisme Sunnites/Chiites dans l'Islam. Il n'existe pas de divergences théologiques essentielles entre eux, mais, en simplifiant, une approche différente du politique. L'auteur se penche ici sur l'islamisme « arabo-musulman », ce n'est donc pas un livre sur la révolution iranienne, même s'il y fait souvent allusion, pour en minimiser l'impact hors Iran.

Les idées toutes faites

Le mérite de ce livre est de réfuter certaines idées toutes faites sur la question. On y rappelle des faits primordiaux : l'intrusion du colonialisme occidental et de son corollaire, l'Etat-nation, a heurté de plein fouet la communauté musulmane, l'Umma, dès lors scindée en des Etats (nations ?) distincts, alors que selon les islamistes, empêcher l'unité de tous les croyants en un macro-Etat à vocation universelle est non seulement une faute, mais aussi source de désordre. Autre traumatisme, la perte en 1967 des territoires encore aujourd'hui occupés par Israël. L'auteur y voit la date de naissance de l'islamisme, au lieu de 1979 (date de la révolution iranienne) comme on le dit souvent. Surtout l'influence de l'Occident et sa volonté de modernité, relayée par les élites locales occidentalisées, a choqué et a été rejettée parce qu'allogène.

Modernité technique, oui, modernité des mœurs, non. Ceci posé, qu'est-ce que l'islamisme ? C'est une utopie révolutionnaire et messianique, un projet eschatologique qui met en œuvre une vision du monde et du temps qu'il faut pénétrer pour comprendre l'islamisme. Celui-ci propose comme remède aux maux des musulmans le retour à la cité idéale des quatre premiers califes (successeurs du prophète Mohammed), modèle d'harmonie. Tandis que la modernité voulait séculariser l'Islam, les islamistes réaffirment que pour eux « *la religion est monde et politique* ». Cette lutte, qui est aussi celle du Bien contre le Mal et contre l'immoralité « *implique le jihâd et l'exercice du pouvoir politique est au bout de cette logique* ».

Une utopie égalitariste ?

La colonisation, aliénante en ce qu'elle dissocie le colonisé de sa nature, et uniformisante en ce qu'elle « *nie l'indigène comme sujet de son histoire* » a fait le lit de l'islamisme. Plus encore, l'islamisme a bénéficié de la faillite du nationalisme arabe, ainsi que de celle du marxisme. On peut se demander s'il n'est pas une sorte de revanche contre le vide de la vie quotidienne, dans des pays gouvernés par des autocrates où tout est interdit..., « *sauf le football* », dit Etienne. Revanche contre la misère, l'explosion démographique incontrôlée, l'urbanisation désordonnée qui plonge les prolétariats dans l'anonymat, situation traumatisante.

L'islamisme est une utopie égalitariste, elle naît d'une conscience exacerbée de l'injustice. Un sentiment qui naît d'un constat très simple : l'autocrate vit dans un luxe insensé quand le peuple crie famine (voir les émeutes de la faim en Egypte, au Maroc, en Tunisie...). L'islamisme apparaît comme une référence structurante, une utopie qui fait sens dans l'imaginaire des « arabo-musulmans ».

Je crois qu'il y a quelque chose de désespéré dans l'islamisme, et plus encore chez les Chiites. Cependant, il apparaît comme un théocentrisme qui ne propose pas de solutions nouvelles, puisqu'il prône l'imitation des révolutionnaires du IX^e^ siècle, dont les fameux Quarates qui attaquèrent la Mecque et dérobèrent la Kaaba en leur temps. Bien des problèmes ont été, faute de place, laissés de côté, mais je ne saurais assez conseiller la lecture de ce livre remarquable à quiconque veut comprendre le monde dans lequel il vit, par-delà les préjugés. Comment pouvons-nous, anarchistes, prétendre critiquer l'islamisme, si nous ne le comprenons pas de l'intérieur ?

J. MUNNIER

(1) Bruno Etienne, L'islamisme radical, *éditions Hachette, 130 F.*

R.F.A.-CORÉE

L'exploitation aux prix les plus bas

LES vingt filiales ouest-allemandes de l'entreprise textile Adler (une sorte de Tati) sont bien connues des gens de revenus modestes. L'attrait est dû aux prix bas et au bon service qu'on y trouve. Le journal d'entreprise se vante de la bonne ambiance dans la « *grande famille Adler* » et publie des articles traitant des problèmes ménagers, propose des voyages organisés (par exemple en Afrique du Sud). Tout cela apparemment pour consoler le personnel essentiellement féminin d'un maigre salaire de 430 D.M. (environ 1 300 F), des horaires à la carte sous des conditions misérables. Celles-ci le sont encore plus en Corée du Sud où Adler entretient une filiale nommée Flair-Fashion, produisant 25% des vêtements bon marché.

Exploitation des filiales en Corée

Là-bas, les femmes gagnent 6 F l'heure et travaillent 10 à 12 heures par jour, 6 jours dans la semaine, parfois même le dimanche. Elles n'ont pas de couverture sociale, pourtant les accidents du travail sont nombreux. A l'entrée attend la pointeuse, à la sortie une fouille au corps humiliante. Par ailleurs, les contre-maîtres obligent beaucoup d'entre elles à coucher avec eux ; les femmes, de peur de perdre leur travail, acceptent. Ainsi l'exploitation s'accroît encore plus avec la crainte de perdre sa dignité. Le chef d'entreprise allemand, Fürchtegoh Adler déclare officiellement : « *Sans les Coréennes aux cheveux noirs et aux yeux en d'amande, notre montée en flèche n'aurait pas été possible* ».

Les conditions de travail décrites font facilement comprendre que cela ait commencé à bouger chez Flair-Fashion (comme dans d'autres entreprises sud-coréennes). A tel point que lorsque la direction de l'entreprise accorda une hausse de salaires de seulement 12,5%, les travailleuses ayant demandé 16,5%, mille femmes signèrent une pétition ; l'entreprise répondit en faisant interroger 14 femmes par un « Comité d'enquête », 12 d'entre-elles furent alors licenciées pour avoir rompu la paix sociale. Un piquet de grève pacifique fut dispersé par la police et des vigiles privés. Le 11 mai, les femmes ont cessé de protester mais s'organisent en partie dans un syndicat clandestin, « Korea Democracy Labour Movement ».

Le fondateur de l'entreprise, Georg Adler, ne comprend rien : « *Depuis qu'elles travaillent chez nous, elles vont beaucoup mieux qu'avant !* » ; Furchtegoh Adler, son frère, dénonce les femmes comme des « *chahuteuses notoires* » et leurs critiques comme étant des « *mensonges diffamatoires* ».

Incendies « criminels »

Cependant, en R.F.A., la renommée d'Adler ne se base maintenant plus uniquement sur les occasions d'achat : le 18 août 1987, huit des dix filiales en R.F.A. ont subit des incendies, signées par un groupe s'appelant « Zora Rouge ». Quelques jours après, l'entreprise publia un communiqué dans les grands quotidiens allemands annonçant qu'elle n'effectuera plus de commandes à Flair-Fashion en Corée du Sud.

Cependant, il ne faut pas y accorder trop d'importance, en effet, à Sri Lanka la main d'œuvre n'est pas chère non plus. Pour la filiale Inber Tesdring, on cherche des soldats ayant achevé leur service, les conditions de travail ne seront guère meilleures qu'en Corée du Sud.

Adler n'est qu'un exemple dans l'industrie du textile, qui, dans les années 70, implanta une grande partie de ses unités de production au tiers monde. Après un 9e incendie, le 10 septembre, dans une filiale au Kurfürstendamm à Berlin, l'entreprise allemande déclara « *céder devant la violence* » et satisfaire les revendications des incendiaires. Les licenciements des 12 femmes furent annulés et les salaires devaient encore augmenter de 11%. Le scandale provoqué par l'information faite sur les conditions de travail a contraint l'entreprise à céder assez facilement aux revendications. D'autres exemples sont connus et pourraient l'être davantage...

Traduit de « Direkte Aktion »

Communiqué

L'union des syndicats C.N.T. de Vitoria lance un appel à la solidarité.

Six militants de la C.N.T. passent en procès les 28 octobre et 1er décembre. Il s'agit de G. Guerrero, S. Abad, J.-M. Callado, A. Sanchez et G. Argos.

Rappelons que, accusés d'actes terroristes, ils risquent à eux tous 107 années de prison pour des faits qu'ils n'ont pas commis et pour lesquels la police n'a jamais pu établir la moindre preuve.

Il s'agit d'une machination policière montée en 1984 et qui vise la C.N.T. fortement implantée à l'usine Michelin et dans le secteur de la chimie.

Apportez massivement votre soutien en écrivant des lettres de protestation à : Ministro de justicia, Ex° Don Fernando Ledesma Bartret, C. San Bernardo 47, 28015 Madrid.

R. Internationales

Nouvelles de Big Mountain

LE territoire dit de Big Mountain fut attribué aux indiens rescapés (de la tribu Hopi-Navajos) par le gouvernement américain. Or, l'an dernier, on a décelé là de l'uranium et du charbon. D'où l'intérêt de la Peapody Coal Compagny pour cette région. Ses manigances aboutiront à loi 93-531 qui lui permet d'exploiter le sous-sol, les indiens étant invités à quitter cet espace.

L'article du *Monde libertaire* n° 645 montrait à ce sujet la participation active des membres du gouvernement à cette entreprise. Ce mauvais tour joué aux « indigènes » apparaît dès lors comme un échange de bons procédés au sein du même gang: G. Schultz ainsi que le secrétaire d'Etat à la Défense et le directeur de la C.I.A. (la presse l'a montré) sont liés à cette campagne.

Or, les populations locales sont un obstacle conséquent à cette logique du profit puisqu'une résistance s'organise. De plus, certaines terres, vers lesquels les indiens sont tenus de se rendre de gré ou de force, sont contaminées par d'autres exploitations d'uranium. En dépit des pressions, de nombreuses manifestations expriment l'indignation et la détermination indienne. Afin de décentraliser la lutte, l'idée de conseils régionaux, sur tout le territoire, a été retenue.

Cependant, l'autarcie est à ce jour impossible ; le peuple indien ne peut pas se soustraire au joug économique du système américain. Cela le place sur une position défensive. Des brigades de résistance et de reconstruction ont été mises sur pied. Mais le plus dur reste à faire.

Informations extraites de « Projet 1313 »

Pour tous contacts :
- *Big Mountain Project, P.O. Box 1983, Lawrence, Kansas 66044 ;*
- *Big Mountain legal office, P.O. Box 1509, Flagstaff AZ 86002 ;*
- *Support for our Future Generations, P.O. Box 22134, Flagstaff AZ 86002.*

INTERNATIONALISME

Groupe pour la confiance

LE « Groupe pour la confiance entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. » a été créé en 1982. Ses buts sont de défendre les droits de l'individu humain, de court-circuiter les gouvernements, de régler les problèmes communs selon l'esprit de la Conférence d'Helsinki (1975, signée par 35 pays), de dépasser les croyances, d'humaniser les relations.

La paix et les droits de l'homme

Ce groupe pratique l'échange de domiciles (entre habitants de l'Est et de l'Ouest), l'échange de livres, la participation à un journal commun, l'échange d'enfants pendant les vacances, la communication entre les centres culturels. Il propose des discussions télévisées entre politiciens de l'Est et de l'Ouest retransmises dans les pays (avec la possiblité de téléphoner pour les interroger en direct), la mise en commun des connaissances médicales, et aussi des festivals de musique.

Ainsi, ce groupe veut briser l'expression de la xénophobie et du chauvinisme et s'opposer au militarisme en particulier dans l'éducation. Il refuse de soutenir un des deux gouvernements, car seuls les efforts d'une société indépendante composée de gens ordinaires peuvent garantir un climat de confiance. De même, il tient pour inséparables la paix et les droits de l'homme.

Selon eux, le monde comme l'humanité sont indivisibles. Pour l'U.R.S.S., ils réclament le strict respect des droits et libertés du citoyen, l'amnistie pour les prisonniers de conscience et un changement des pratiques judiciaires, afin de permettre aux personnes poursuivies pour leurs convictions de se défendre. Ils réclament également l'abolition de la peine de mort, un statut de l'objection de conscience, l'abolition des visas.

Espérant se préserver d'une catastrophe écologique, ils proposent d'utiliser l'argent et la technique actuellement attribuées à l'armement à des tâches d'information des citoyens et de sauvegarde de la nature. L'arrêt des dépenses militaires réglerait en effet bien des problèmes en U.R.S.S., notamment ceux du manque de nourriture et de logements, et ne pourrait qu'améliorer la condition féminine. Ils refusent aussi que l'industrie poursuive son entreprise de pollution de l'air, de la terre et de l'eau. Ils refusent aussi les méthodes agricoles qui entrainent d'irrémédiables dommages naturels.

Une association informelle

L'événement de Tchernobyl les amène à réévaluer les dangers non seulement des armes atomiques mais aussi du nucléaire civil. A ce propos, ils considèrent essentiel de revoir les programmes atomiques afin d'améliorer les systèmes de sécurité et de cesser la construction des réacteurs du type de celui de Tchernobyl. Il leur paraît nécessaire de garantir l'accès des installations aux autorités internationales et au public, ainsi que de consacrer un budget à la recherche de sources d'énergie alternatives (soleil, vent, eau).

« ***Le groupe pour la confiance est une association informelle de citoyens qui partagent ces principes. Il ne comporte ni discipline, ni parti, ni état-major, ni dirigeant. Ses actions peuvent être collectives ou individuelles et le degré de participation de chacun est déterminé par lui-même (ou elle-même).***

Ainsi, le degré de responsabilité que le groupe prend pour chacune de ses activités est déterminé séparément au sein de chaque instance concrète. Dans son activité, le groupe tente de coopérer au maximum avec les mouvements pacifistes (non officiels) américains et de l'Europe occidentale. Ce n'est qu'en joignant nos efforts que nous bâtirons un monde stable, juste et sûr, un monde sans guerre, sans violence et sans oppression », Moscou avril 1987.

Informations extraites de « Project 1313 »

ÉTATS-UNIS

« Au grand jour »

DE 1978 à 1982 un groupe de prisonniers du Pénitencier d'Etat de Washington a produit un bulletin intitulé *Anarchist Black Dragon*. Se déclarant un collectif, ils impriment des informations concernant les événements de la prison. Ils étudient le système carcéral, policier et judiciaire et affirment la nécessité d'y résister globalement. Ce bulletin contient des discussions autour de la philosophie anarchiste rédigées par des auteurs se réclamant du mutuellisme et du communisme anarchiste.

A l'origine les rédacteurs étaient anonymes. Par la suite certains se sont montrés « au grand jour », pour dénoncer la répression : conditions de vie inhumaines, harcèlement, passages à tabac et assassinats. Plus tard les représailles commencèrent. Un des membres, Carl Harp, fut tué le 5 septembre 1981. En fin de compte, les prisonniers associés à l'*Anarchist Black Dragon* furent séparés, envoyés dans différentes prisons à travers le pays.

Shane Green, l'un des fondateurs du collectif, emprisonné dans l'Utah rassemble actuellement les meilleurs extraits de ces publications afin de les éditer.

Extrait de « Project 1313 »

Shane Green, 18337, A Block 240, P.O. Box 250, Drapen Utah 84020.
Projet 1313, Laurence, Kansas 66044.

ÉRIC HÉBERT

Un dissident occidental

ERIC Hébert, pacifiste et militant de la Fédération anarchiste, s'est heurté à la répression de l'Etat comme de nombreux réfractaires actuellement. Il a été condamné à 14 mois de prison ferme, dans le quasi silence d'un concensus factice.

Parce qu'il refuse de tuer sur ordre... Les responsables de l'attentat contre le bateau écologiste Rainbow-Warrior, et de la mort d'un homme, n'ont pas été inquiétés. Lui, en condamnant fermement cet acte, se retrouve en prison.

Pourquoi a-t-il été condamné ?

Parce qu'il refuse à l'Etat et à l'armée un service dit national, civil ou militaire. Cent mille jeunes échappent chaque année à ce service, par débrouillardise, tout à fait légalement. Mais ils se taisent... Eric, lui, refuse publiquement ce service à rendre à une société inégalitaire qui condamne des millions de personnes au chômage et à la misère, où les revenus diffèrent de 1 à 100...

Quel service rend-t-on à une force Etat impérialiste et colonialiste ? Songeons à la façon de défendre les intérêts dits français de par le monde : troupes stationnées au Tchad et dans tous les endroits sensibles, présence d'un militaire pour 7 Kanaks en Nouvelle-Calédonie, intervention de l'armée à Papeete, etc.

Quel service pourrait-on l'obliger à rendre à un Etat qui marchande la mort, attisant les foyers de guerre pour mieux vendre sa camelote... au risque de sacrifier des otages, qui sont entre les mains de fanatiques illuminés ?

Quel service rend-on à une force de cœrcition qui, de tout temps et en tous lieux, a permis l'exploitation et la domination d'une partie de la société ?

En s'insoumettant, Eric refuse le terrorisme d'Etat, à l'Est comme à l'Ouest, qui manipule les foules pour sauvegarder des intérêts particuliers. Cela l'a conduit à devenir un prisonnier politique dans un pays démocratique. La démocratie, en suscitant l'illusion de la liberté, est un goulag bien insidieux et bien efficace.

La liberté peut-elle exister dans un pays qui a légiféré le coup d'Etat, où plane la menace constante des ordonnances de 1959 ? Un pays où tous les habitants peuvent devenir du jour au lendemain des êtres totalement militarisés, soumis entièrement à la volonté d'un quelconque pouvoir.

La militarisation de la France n'est pas nouvelle, mais elle a franchi une nouvelle étape en 1981 avec l'arrivée de la gauche à la tête de l'Etat. Dans le domaine militaire, les socialistes n'ont jamais échappé à la houlette de l'état-major. Il ne faut pas que quelques criailleries politiciennes sur des détails nous leurrent : la gauche a très bien « géré », et la droite poursuit son travail.

Il n'aurait jamais été possible à un gouvernement de droite d'enserrer la France dans un filet aussi militariste, d'améliorer à ce point l'image de marque de l'armée. Qu'on pense aux divers protocoles d'accord, à l'amélioration de l'institution, à la mise au pas des diverses contestations, à la constitution de moyens de répression plus efficaces (suppression des tribunaux militaires et création de cours civiles spécialisées dans les affaires militaires, réforme du statut d'objecteurs), etc.

La droite, ayant trouvé une situation nette, peut maintenant tout à son aise réprimer les quelques réfractaires (insoumis totaux, objecteurs insoumis...) qui demeurent (à l'heure actuelle, une vingtaine de procès par mois).

A l'heure où les Grands de ce monde parlent de négociations de paix, Eric Hébert et les réfractaires veulent apporter leur contribution réelle à une société sans guerres, sans frontières, sans Dieu ni maître. Ne nous faisons aucune illusion sur ces prétendus efforts de paix américano-soviétique : ils ne cachent que la volonté d'une pause, permettant à chacun, à terme, de poursuivre la course aux armements. La guerre est une nécessité pour la survie du système capitaliste, qu'il soit privé ou d'Etat. Une paix véritable n'est possible que par la destruction du système économique inégalitaire et de l'Etat. Confier à un Etat quelconque le soin de faire la paix est aussi illusoire que de penser qu'il pourra résoudre le problème de l'inégalité sociale par des réformes.

Voilà pourquoi notre compagnon Eric Hébert a été condamné à 14 mois de prison ferme. C'est un dissident occidental...

Georges HOST

De nouveau condamné

Les jugements se suivent, et se ressemblent ! La cour d'appel de Douai a rendu le 28 octobre son jugement concernant notre compagnon Eric Hébert : peine confirmée. En première instance, il avait été condamné à 14 mois ferme. Incarcéré depuis le 10 avril 1987, cela fera donc — lorsque que vous lirez ces lignes — près de 7 mois que notre camarade goûte l'hospitalité des prisons françaises.

Que rajouter à cette « prise d'otage de civil par des militaires » (selon l'expression de Bernard Thomas, dans le « Canard Enchaîné » du 14 octobre) ? Qu'il faut maintenant s'employer à obtenir une libération conditionnelle, bien sûr. C'est ce que les amis d'Eric, et son avocat, tenteront d'obtenir dans les jours à venir. Le plus tôt possible !

En attendant, n'oubliez pas Eric. Ecrivez-lui : numéro d'écrou 12 173, cellule n° 338 B, Maison d'arrêt de Douai, 505, rue de Cuinay, 59500 Douai.

Georges HOST

IMMIGRATION

Un électorat « beur » ?

LES élections ne sont pas loin et le politicien, comme un bon chasseur, recherche des électeurs, au lieu et à la place du gibier. Toute nouvelle voix mérite bien d'y consacrer quelques efforts. Or, depuis maintenant trois ans, on s'intéresse au vote des « beurs » (jeunes issus de l'immigration maghrébine et par extension fils et filles de « Français-muslmans ») (1).

Un électorat « beur »

On parle même d'électorat « beur », comme on parle d'électorat juif. On peut se demander les raisons de cet intérêt relativement subit. Comme il est raisonnable de se poser quelques questions sur un pays qui parle d'« électorat juif ».

Très généralement, en bon calculateur, un politicien compte le nombre de voix potentiel que peut représenter telle ou telle catégorie sociale. Nous partirons de l'hypothèse qu'être « beur » est synonyme d'une appartenance sociale spécifique ! Actuellement beaucoup de chiffres circulent sur le nombre de Français d'origine maghrébine et jeune. « France Plus » les estime à 1,5 million de personnes.

Cette organisation a lancé une sorte de campagne pour leur inscription sur les listes électorales. Dans le même temps, S.O.S.-Racisme prépare une manifestation le 29 novembre 1987, à Paris, sur le thème de l'intégration. Pour ceux qui vivent au sein du mouvement associatif, ces deux regroupements sont les frères ennemis du P.S. courant après la même légitimité. Il est évident que revendiquer un potentiel de 1,5 million d'électeurs et consacrer énormément de temps à prouver qu'on les représente est intéressant. Mais est-ce la réalité ?

Un « beur » est un jeune d'origine maghrébine, et être jeune d'après Séguin c'est avoir moins de 25 ans. Beaucoup de ces « beurs » sont Algériens et ont la nationalité française en raison du passé colonial de la France. Or, si on regarde le nombre de naissances d'enfants entre 1963 et 1970 de parents maghrébins (« Français-musulmans » compris), on obtient un chiffre proche de 135 000 (2).

Nous sommes loin du 1,5 million d'électeurs potentiels et nos politicien en herbe sont très loin du compte. Mais pourquoi la plupart des personnes prennent-elles ces chiffres pour argent comptant ? Pourquoi n'avoir pas noté que ce 1,5 million de personnes correspondait à l'ensemble des personnes ayant la « nationalité maghrébine » en France ? Or quand on connaît l'histoire des migrations, individuelles avant d'être familiales, on voit que le chiffre de 1,5 million de « jeunes issus de l'immigration maghrébine » ne peut être que faux.

Il est important de souligner qu'à l'heure actuelle on peut estimer à près de 550 000 les jeunes d'origine étrangère en âge de voter. Mais combien d'entre eux votent ? Ne vivent-ils pas le même rejet de la politique que les autres jeunes ?

Les cinq dernières années...

Comme on le voit il y a beaucoup d'interrogations, sans vraiment l'ébauche d'une réponse. Mais existe-t-elle ? Nous vous proposons une analyse qui s'appuie sur les cinq dernières années.

Pendant près de 20 ans, la France a nié la présence des étrangers en France, leur refusant même le droit élémentaire de s'associer librement. Or, en deux ans, éclate une évolution ; les immigrés et leurs enfants tiennent la une des médias. Une force brute, sans réel soutien politique, qui de 1982 (événements de Vénissieux) à 1984 (« Convergence 84 ») prouve à la France que son destin est ici.

On se souvient de l'apathie sociale de cette époque, période qui se prolonge encore. Le « beur » prit forme : homme jeune, basané, cheveux crépus, un peu délinquant, un peu zonard, mais doué d'une capacité de mobilisation collective importante. Un jeune qui est passé de l'action violente (« la B.M. en feu») aux marches pacifiques (Marche 83, Convergence 84...). Ces jeunes sont devenus le symbole d'une France de gauche qui bouge et qui se bat. La réalité est toute autre : le « beur » n'existe pas, mais le symbole a la vie dure.

« France plus » et maintenant S.O.S.-Racisme ont besoin de récupérer ce symbole. La France étudiante, qui a bougé l'an dernier, n'a pas donné pour l'heure de suite à son mouvement. Il devient nécessaire sur une scène médiatique, qui consomme abondamment les symboles, de redonner vie aux vieilles choses. Nous pensons que c'est dans ce sens qu'il faut comprendre les manifestations actuelles. Et en dehors d'un projet social permettant à tous de vivre sans avoir à mendier son pain, l'antiracisme est une bonne manière de mobiliser.

Est-ce que la réalité sociale correspond à ce schéma : réduire les « beurs » à un symbole ? Nous ne le pensons pas, car être « beur » recouvre des réalités multiples et contradictoires. Nous ne nions pas l'existence d'éléments communs, liés à la religion et à la famille essentiellement, mais il y a tellement de dissemblances entre un « beur » parisien et un « beur » marseillais que le doute est plus que permis.

Derrière le symbole

On le constate aussi entre les différentes organisations. Actuellement, au niveau des stratégies de « Texture » (Lille) et les J.A.L.B. (Lyon) nous trouvons d'énormes oppositions : sur la participation aux votes, sur la place des étrangers en France, ou sur l'engagement associatif...

Il semble, pour l'heure, que l'on puisse même parler, au niveau du terrain, de deux tactiques différentes : participation des Français d'origine étrangère aux votes (J.A.L.B., « France plus », etc.) et participation complète des étrangers à la vie sociale (vote compris). Les batailles ne sont pas les mêmes, et il est surprenant que la plus grande manifestation associative immigrée (3) de ces dix dernières années ait pour thème principal de la citoyenneté. Manifestation associative qui a comme objectif de créer un mouvement social regroupant tout les exclus du système participatif. Le constat est simple : les urnes ne sont qu'un élément de la démocratie, les autres se résumant à la prise en charge quotidienne de nos besoins.

L'analyse n'est pas réellement révolutionnaire, mais elle a le mérite de dépasser la demande du « droit de vote », sans l'éliminer. Mais existe-t-il actuellement un mouvement social structuré qui dit que son échéance n'est pas mai 1988 ?

IMBRA

(1) Français-musulmans, comme Français-juifs, Français-protestants, Français-catholiques...

(2) Sources I.N.S.E.E., naissances d'enfants de parents étrangers de 1963 à 1970.

(3) Etats généraux de l'immigration : « Citoyenneté, horizon 2 000 ».

NOTE DE LECTURE

« Lumière noire » de Didier Daeninckx

BIEN qu'il se défende d'écrire des ouvrages historiques, force est de constater que les livres de Didier Daeninckx sont tous construits autour d'un thème puisé dans l'Histoire, l'Histoire récente de préférence. Comme léo Malet qui ressucite, pour les besoins d'une enquête de Nestor Burma, un foyer végétalien du début du siècle ou l'ambiance de Paris dans les années cinquante, Didier Daeninckx évoque, dans chacun de ses livres, un événement oublié, une anecdote significative d'une certaine époque. Mais attention : Didier Daeninckx n'est pas Léo Malet et c'est heureux. Car lorsque le vieux Malet, considéré souvent à tort comme anarchiste, divague et fait preuve d'un racisme style « France profonde » (sous sa plume les arabes sont toujours des « *crouias* », voleurs ou assassins), Didier Daeninckx dénonce, au gré d'une enquête policière passionnante, les conditions dans lesquelles vivent la plupart des étrangers en France.

Il est vrai que Didier Daeninckx habite la banlieue parisienne, plus précisément en Seine-Saint-Denis, cette banlieue rouge, ouvrière, cette banlieue ghetto pour de nombreux immigrés. L'action de son nouvel ouvrage, *Lumière noire*, se passe à Roissy, à Aubervilliers, à Bobigny, entre les maisons en démolition et les immeubles en construction, entre les phares de l'autoroute et les néons de Paris.

Dans l'enceinte de l'aéroport de Roissy, un homme est victime d'une « bavure » policière, une pratique de plus en plus courante. La police des polices (I.G.S.) est chargée d'éclaircir cette affaire, mais son rôle consiste plutôt à intimider les témoins, à faire en sorte que la victime, par une judicieuse manipulation des médias, devienne un coupable potentiel. L'homme abattu projetait de réaliser un hold-up, affirme en effet la police.

Le principal témoin de cette « bavure » tente de révéler la vérité. Pour cela, il se rend au Mali car le meurtre a eu lieu sous le regard de quelques-uns de ces cent-un Maliens qui attendaient, dans un hôtel de l'aéroport, d'être expulsés. Le récit de Didier Daeninckx mêle alors des éléments réels, comme cette expulsion, et la fiction, qui n'en est pas moins crédible. L'enquête policière prend place dans l'histoire, cette histoire officieuse qui participe à l'élaboration de l'histoire officielle.

A partir d'une « bavure », les différents services de la police ou de l'armée (le G.I.G.N. intervient à la fin du livre en liquidant un truand, un journaliste et un policier, tous trois susceptibles d'avouer un jour la vérité) se liguent pour corroborer la thèse officielle. Des membres du S.D.E.C.E., impliqués dans l'affaire du Raimbow-Warrior apparaîssent également...

Une fois de plus Didier Daeninckx a rédigé son ouvrage en s'inspirant des méthodes utilisées par le pouvoir en place : falsification des faits, assassinats des témoins, expulsions des individus gênants... C'est-à-dire divers visages de répression.

La répression...

Dans *Meurtres pour mémoire*, il rappelait la répression sauvagement menée par la police parisienne, le 17 octobre 1961, contre des algériens manifestant pacifiquement à l'appel du F.L.N. Le chiffre exact des morts ne fut jamais connu, mais se monte à plusieurs centaines : une semaine après, la Seine chariait encore des cadavres. Dans *Le der des ders*, Didier Daeninckx met en scène des anarchistes adeptes de Georges Cochon, ce spécialiste des déménagements à la « cloche de bois ». Il évoque aussi le massacre de soldats russes en France, durant la première guerre mondiale, par les troupes françaises. Des soldats tués pour avoir simplement acclamé la victoire de la révolution soviétique...

Plusieurs prix ont déjà couronné l'œuvre de Daeninckx. Son précédent ouvrage, *Play-back*, a obtenu le prix Mystère de la critique cette année. L'action se déroule dans le milieu du show-bisness et l'enquête est menée non plus par un policier mais par un journaliste qui devait écrire, en tant que « nègre », la vie d'une vedette de la chanson.

Le seul tort de Didier Daeninckx est peut-être de rendre parfois certains policiers trop sympathiques (comme son « héros », l'inspecteur Cadin, un flic qu'on imagine dessiné par Tito sur un scénario de Bucquoy, et que le lecteur retrouve dans *Lumière noire*, sombrant dans l'alcoolisme...). Mais, explique-t-il, le policier est le personnage qui connait le mieux le fonctionnement d'une société puisque son rôle est de remédier (par la répression) aux carences de cette société.

Le policier peut se rendre compte, directement, des problèmes liés à l'injustice, à l'exploitation d'une classe sociale par une autre. Il est le plus à même pour témoigner mais ne le fait pas car son rôle n'est pas de témoigner mais de contrer l'explosion de la colère, de la réprimer.

Un flic qui se pose des questions, un flic assez intelligent pour remettre en cause son rôle, c'est plutôt surprenant et ce peut être la première raison de se plonger dans l'œuvre de Didier Daeninckx. En commençant, pourquoi pas, par *Lumière noire*... Un livre dédié à « *Loïc de Saint-Denis, William de Montreuil et Abdel de la Courneuve* » et s'ouvrant sur une phrase du sinistre Pasqua : « *La démocratie s'arrête là où commence la raison d'Etat.* »

Thierry MARICOURT

Didier Daeninckx, Lumière moire, *édition Gallimard (Série Noire n° 2109), disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 22 F.*

THÉÂTRE

N'allez pas voir ça !

CALAFERTE dérange et amuse. Il dérange d'abord quand, tout en ne racontant pas une histoire il présente pourtant un drame. « Un riche trois pauvres » est une galerie de portraits, en quelque sorte une série de clips en direct et sans trucages. Cela tient à la fois du théâtre, du cirque et des marionnettes, et la musique y joue un rôle important aussi.

En plusieurs dizaines de saynètes, de mini one man (ou woman) show, les six comédiens interprètent en l'espace d'une heure et demi des centaines de milliers de personnages. Il s'agit donc d'une certaine représentation de la société, vue non pas sous un aspect particulier (qui bien sûr peut être néanmoins révélateur), mais dans une multitude de fragements. Le panorama est fort étendu, la réflexion plus superficielle. Sont passés en revue la Justice, Jésus Christ, la police, les ouvriers, les patrons, la famille... le rythme est vif, l'humour aussi et l'on ne peut pas dire qu'on s'ennuie.

Satirique voire sarcastique, Calaferte taille des costards par centaines : ne tournons pas autour du pot, c'est ça qui fait plaisir à voir. Sans « tartes à la crème » ni « quoi qu'on die », Calaferte use particulièrement du comique de répétition basé sur des poncifs et nous présente ainsi nombre de beaufs savants. Les beaufs, vous savez, y faut pas leur en apprendre... ils sont très savants, et ce n'est d'ailleurs certainement pas un hasard si Cabu a dessiné l'affiche de « Un riche trois pauvres ». Le spectateur sait où il va...

G. L.

Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6e (tél : 45.44.57.34.

GILLES VIGNEAULT

Le temps de raconter

ON ne l'avait pas vu sur une scène parisienne depuis quatre ans. Il nous revient avec ses rythmes chaleureux et avec des mots qui font voyager. Ce nouveau spectacle de Gilles Vigneault (1) n'est pas à proprement parler un tour de chant, mais l'histoire d'un village de pêcheurs, Natashquan, son village natal, à travers ses habitants.

« Le Temps de Dire »

« *Je voulais donner une parenté, des liens aux personnages que je chantais depuis vingt-cinq ans* », explique-t-il. De fait, cela ressemble plus à une pièce de théâtre qu'à un spectacle de variétés : Gilles Vigneault-comédien brosse une fresque des gens de Natashquan, qui ont un chanteur de service qu'ils envoyent chanter auprès du piano. Ainsi, seize chansons sont intégrées, elles campent des personnages qui s'appellent P'tit Noir, Gros-Pierre, Jack Monoloy ou Mademoiselle Emilie — personnage vivants de cette histoire.

« *" Le Temps de Dire " est un spectacle qui est un peu une synthèse, qui résume ce que j'ai fait depuis 1960.* » Parallèlement, Gilles Vigneault sort un ouvrage *Le Grand Cerf Volant* aux éditions du Seuil (2), ainsi qu'un disque « Les Iles » (3), dont une seule chanson *La découverte* (sur le premier voyage que fit Jacques Cartier au canada en 1534), est reprise dans le spectacle. Dans cet album, la moitié des chansons parlent d'îles, sorte de thématique. Il compare aussi chaque chanson à une île avec « *ses secrets, ses trésors qu'on ne découvre qu'en s'en approchant* ».

« *Chaque personne est également comme une île. Je ne fais des chansons que pour établir des ponts entre moi et le public, entre les gens de Natashquan et ceux de la salle* ». Dans *Il me reste un pays*, il chante : « *C'est un pont que je construit / De ma nuit jusqu'à ta nuit / Pour traverser la rivière / Froide obscure de l'Ennui / Voilà le pays à faire* ».

Gilles Vigneault au T.L.P.-Déjazet

Gilles Vigneault a donc choisi le Théâtre libertaire de Paris pour présenter son spectacle : « *J'ai plaisir à chanter dans un théâtre qui me rappelle Bobino, j'ai grand plaisir parce que c'est un beau théâtre où il s'est passé de belles choses — je pense à Léo Ferré l'année dernière, à Henri Tachan, à Julos Beaucarne. C'est très important de dire que c'est un théâtre à dimensions humaines, qui a vécu, où les gens ont aimé, pleuré, ri, ont été émus, sont partis en tapant du pied, en criant* " bravo ! ", *se sont levés, ont beaucoup applaudi — tout cela est inscrit dans les murs. C'est très important pour moi, pour le travail que je fait, mon genre de travail à moi* ».

Anne DUNOYER

(1) « Le Temps de Dire », au T.L.P.-Déjazet, 41, boulevard du Temple, Paris 3e (tél : 42.74.20.50), du 31 octobre au 28 novembre du lundi au samedi à 20 h 30, et le dimanche à 16 h (110 F). Réductions pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire et aux abonnés du T.L.P.-Déjazet.

(2) « Les Iles », chez Auvidis, A 4471, disponible à la librairie du Monde libertaire (100 F).

(3) Collection « Points Virgule », disponible à la librairie de Monde libertaire (35 F).

Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 5 novembre

« 89.4 le matin » (10 h à 12 h) : poétons ensemble avec Eve Griliquez et Vincent Jarry.
« Enlivrez-vous » (16 h 30 à 18 h) : avec André Hodeir pour « Musikant » au Seuil.
« Les courants d'arts s'envolent... » (20 h 30 à 22 h 30) : Christian Ruby, Gérard Bignolais et Raymond Perrot sont invités pour un débat sur le statut de l'artiste.

Vendredi 6 novembre

« Music Hall » (10 h à 12 h) : magazine des spectacles animé par l'équipe du T.L.P.-Déjazet.
« H. comme hasard » (12 h 30 à 14 h) : la pomme, Isaac, Albert et la gravité (initiation à l'astronomie).

Samedi 7 novembre

« Le père peinard » (10 h 30 à 11 h 30) : un mauvais moment à passer pour l'engeance autoritaire.
« Chroniques syndicales » (11 h 30 à 14 h) : C.N.T., situation sociale en Espagne (le pacte social) ; O.C.E. (suite et fin).

Dimanche 8 novembre

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : invité Réjean Gascon musicien chanteur Québecois.
« La fiancée de M. Spock » (14 h 30 à 17 h) : 3e anniversaire de l'émission, « Qui est la fiancée de M. Spock ? », avec Serge Brussolo, Philippe Curval, Michel Jeury, Francis Berthelot, Pierre-Paul Durastanti, Alain Carrazé, Jacques Chambon, André Ruellan, etc.
« Fondu au noir » (17 h à 18 h 30) : à propos de Jean Vigo, avec la Fédération Jean-Vigo.
« Le magazine libertaire » (18 h 30 à 20 h) : que se passe-t-il à la Bourse ; à quand les pots cassés ?
« Rouge profond » (20 h 30 à 22 h 30) : spécial nécrophilie.
« Uk'Amau » (22 h 30 à 1 h) : au-delà des mers et des certitudes.

Lundi 9 septembre

« Ça urge au bout de la scène » (20 h 30 à 22 h) : magazine sur la chanson.
« Humeur criminelle » (22 h à 24 h) : roman noir et polar.
« Onde noire » (24 h à 2 h) : avant le 1er concert de Lee Perry en France organisé par Lemming.

Mardi 10 novembre

« Micro-musique » (7 h à 9 h) : flashs et infos.
« Bibliomanie » (12 h à 14 h) : littérature.
« Micro-climat » (18 h à 19 h 30) : écologie et environnement.
« La clé de 13 » (19 h 30 à 20 h 30) : la parole aux associations.
« Radio-Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : analyse libertaire de l'actualité par des militants de la C.N.T.-A.I.T.
« Blues en liberté » (22 h 30 à 1 h) : guitare et blues, ou comment cet instrument, introduit en Amérique par les Espagnols, est devenu le symbole principal du blues, qu'elle soit acoustique ou branchée sur le secteur.

Vendredi 11 novembre

« Aux Puces » (10 h à 12 h) : de quoi rire des marches militaires.
« Y a-t-il un spectateur dans la salle ? » (12 h 30 à 13 h 30) : théâtre.
« Tragédie minuscule » (13 h 30 à 14 h 30) : marionnettes et spectacles contemporains.
« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : des peurs et des phobies... avec le Dr Cyrille Koupernik.
« Revue de presse » (18 h 30 à 19 h).
« Femmes libres » (19 h à 20 h 30) : les femmes et l'antimilitarisme.
« Les damnés de la terre » (20 h 30 à 22 h 30) : antimilitarisme, spécial procès solidarité et propos insoumis.
« Traffic » (22 h 30 à 1 h) : le rock et l'antimilitarisme.

BOURSE

Qui va payer ?

ON a entendu ces derniers jours les Etats-Unis et la R.F.A. déclarer leur adhésion aux accords du Louvre, mais s'il y a eu effectivement un réajustement, des divergences subsistent et tout le monde le sait. Même le second lundi noir a eu des effets plus brefs et différents (essentiellement monétaires) que le premier et bien que la tempête se soit à nouveau calmée, on ne peut qu'avoir des doutes sur la stabilité de la Bourse dans les semaines ou les mois qui viennent.

Les pays capitalistes occidentaux restent bien sûr solidaires ; le problème réside dans les termes de cette solidarité qui jusqu'à aujourd'hui demeurent dictés par les Etats-Unis. Or il s'avère que les amis de l'oncle Sam commencent à ne plus considérer comme viable la gestion reaganienne de la restructuration du capitalisme. Il leur aura tout de même fallu plus de six ans pour s'en rendre compte ce qui, même si l'on pense qu'il peut exister une restructuration viable du capitalisme, est une erreur lourde.

Les Etats-Unis ont plusieurs possibilités pour remédier à leur surendettement, mais si on exclut celles qui seraient impopulaires vis-à-vis de l'électorat américain comme la hausse des impôts ou tous moyens visant à réduire la consommation afin de diminuer les importations (1), il ne reste alors que celles — provisoires ? — qui font appel à d'autres Etats. On est bien loin donc de chercher à résoudre le problème de l'endettement planétaire, significatif du fait qu'il y a plus d'un mode de gestion du capitalisme qui soit fautif...

Qui paye ces dettes ?

Provisoirement donc, les Etats occidentaux et extrême occidentaux (Japon, Taïwan) prêtent des milliards de dollars aux Etats-Unis (2). Il reste que l'heure est à l'endettement pour payer des dettes. Les pays endettés du tiers monde le sont souvent auprès de banques américaines, mais même en comptant ceux d'entre eux qui sont insolvables, leur dette est bien inférieure à celle des Etats-Unis.

Qui va payer alors ? Il va pour cela falloir trouver les centaines de milliards de dollars sans emballer la planche à billets. En ce qui concerne les spéculateurs, c'est le dernier de leurs soucis. Les « raiders » ont profité des cours les plus bas pour acheter des parts dans des sociétés qu'ils visent à contrôler ; certaines s'en sont prémunies en rachetant leurs propres actions, ou encore ont pris des parts dans les sociétés récemment privatisées, délaissées par les petits porteurs.

Quant à Balladur, il s'efforce, évidemment, de rassurer tout le monde et surtout les petits porteurs. Mais oui, tous ceux qui pensaient s'enrichir facilement en achetant du Saint-Gobain ou de la B.T.P. n'ont rien gagné du tout, bien au contraire. Alors, pour qui voteront-ils ? Voilà qui semble soucier le gouvernement bien davantage que l'endettement.

Avez-vous vu que des entreprises (Renault, Chrisler...) ont déjà les conséquences pour leur production à venir de « *l'appauvrissement des ménages après la chute des cours de la Bourse* » ? Qui paye ?

Pierre NARBE

(1) Il est évident qu'une politique encore plus protectionniste qu'aujourd'hui ne peut facilement se mettre en place sans engendrer des représailles.

(2) Les banques centrales des Etats achètent des dollars afin d'en maintenir le cours ; ces dollars sont investis en bons du Trésor américains, ce qui signifie d'ailleurs une certaine confiance...

EXPULSION

Art Cloche

ART Cloche, le plus grand musée alternatif de France vient d'être rayé de la carte de l'art contemporain. Au squatt Art Cloche (4, rue d'Oran) 47 artistes internationaux vivaient, travaillaient et exposaient. Cet ancien garage de 5 000 m² était, depuis son occupation en juin 1986, ouvert à tout visiteur.

Mardi 27 octobre, à 7 heures du matin, nous sommes expulsés sans aucun préavis. Une partie de nos œuvres, plus d'un millier, sont chargées comme des gravats et embarquées dans des camions en direction d'un dépôt humide. Puis, alors qu'il reste encore du matériel et des centaines de travaux à l'intérieur, la démolition commence, le musée est bulldorisé.

Art Cloche a été créé en 1980, quand une vingtaine d'artistes se sont installés dans un ancien dépôt de bombes désafecté du 14e arrondissement (6, rue d'Arcueil). Ils sont expulsés en juin 1986 par la ville de Paris, qui affirme que c'est pour construire des logements sociaux. Pourtant, depuis ce jour, l'immeuble est toujours debout et il n'y a pas de travaux en cours.

En juin 1986, les artistes s'installent dans un garage déserté depuis 5 ans et racheté par la ville de Paris. Ils y créent le musée. Le dimanche 25 octobre 1987, à l'occasion du onzième festival d'Art Cloche, ils accueillent gratuitement près de deux mille visiteurs. Deux jours après c'est l'expulsion. L'Art Cloche sans restriction ni frontière ne dispose plus maintenant d'espace. Devront-ils partir par charter à Bologne (Italie) ou à Amsterdam (Hollande) en souvenir des festivals d'Artroom et de Staatliendengreep.

Aujourd'hui, nous, artistes d'Art Cloche, ne demandons qu'une seule chose : pouvoir continuer à vivre et à créer ensemble dans Paris. Nous sommes las que l'institution, qui cultive à l'égard des artistes les plus hauts desseins, attende de les voir crever pour s'inquiéter de leur sort.

L'aventure artistique d'Art Cloche continue ! Et ceci en dépit des circonstances qui voudraient lui intimer de cesser.

Pour Art Cloche
MERIADEG et BOCAL

Contacts provisoires : Art Cloche (land), 5, rue Caplat, 75018 Paris ; Art Cloche c/o E.I.C.O., 36, rue Poulet, 75018 Paris (téléphone le matin, de 8 h à 10 h : 42.52.88.22).

C.N.C.L.

Les potins de la F.M.

C.N.C.L. en crise, inculpation d'académicien, résistance molle mais persistante des exclues, quolibets, affaires de gros sous, pressions d'ambassades, mise en demeure d'émettre... c'est la météo de la F.M. parisienne.

La C.N.C.L. une institution

Que Michel Droit soit inculpé pour forfaiture, c'est assurément un coup dur pour le prestige de certaines institutions, d'autant qu'une pièce nouvelle vient de s'ajouter au dossier : Michel Droit a en effet reçu un chèque de 100 centimes de la part de Radio-Libertaire. Qui parle de corruption ? Que le paysage de la F.M. en soit modifié, cela semble peu probable : la C.N.C.L. veut bien faire tomber des têtes (telles Vallery-Radot chargé de mission sur le dossier des radios libres pour la commission, voire même Michel Droit soi-même) pourvu que l'institution elle-même reste incontestée (entendez au-dessus de la loi), et que donc ses décisions ne sauraient être révisées.

Résistance molle disions-nous, et c'est pour cette raison que nous imaginons mal comment des radios, jusqu'alors exclues, pourraient revoir le jour dans des conditions d'émission normales. Ne profitant pas de la publicité faite autour des mini-scandales des attributions de fréquence, les radios qui continuent d'émettre « illégalement », sous le label « Réseau Liberté », risquent bien de tomber dans l'oubli. Radio Soleil Goutte-d'Or, quant à elle, organise la résistance sur 89.4 MHz (lundi de 9 h à 12 h et le samedi de 20 h 30 à 22 h 30), affaire à suivre...

Reste que la C.N.C.L. a mis en demeure d'émettre une dizaine de radios autorisées jusqu'alors inconnues sur la F.M. !, de là peut-être viendront quelques bonnes surprises pour certaines exclues... (ceci

M. Droit qui se cache ?

explique-t-il la frilosité des animateurs de ces radios ?). Signalons cette bonne nouvelle pour le sabre et le goupillon : Aventure F.M. (1) vient de commencer ses émissions, et puis, n'oublions pas les provinces puisque c'est là maintenant que la C.N.C.L. va exercer ses talents.

Pour Radio-Libertaire
BRUNO

(1) Regroupement de la radio de l'armée et des scouts.

Pour suivre l'actualité de la F.M. : « Front des radios libres », sur Radio-Libertaire le vendredi de 17 h à 18 h, et le répondeur de la gazette parlée des nouveaux médias (tél: 46.55.33.00).

Radio-Libertaire 89.4 MHz
145, rue Amelot
75011 Paris
Tél. : 48.05.34.08.

M. Michel DROIT
(C.N.C.L.)
56, rue Jacob
75006 Paris

« *C'est une conjuration* »
Louis XVI (le 15 juillet 1789)

« *Non ce n'était pas le radeau de la Méduse, ce bateau...* »
In *Les copains d'abord*
G. Brassens.

Paris, le 28 octobre 1987

Monsieur,

C'est avec une tristesse non dissimulée que nous accueillons les informations qui font état de vos problèmes avec la justice.

Les libertaires ne vous aiment pas, soit. Mais l'adversité vous rend tout à coup plus familier à nos yeux, presque sympathique...

Comment ne pas penser qu'à travers vous, c'est une certaine idée de la France qu'on attaque ? Celle de la droiture, de l'intégrité et de la franche camaraderie.

Ressaisissez-vous, que diable ! Pourquoi n'useriez-vous pas des ressources d'une justice qui, pour être aujourd'hui bien cruelle, pourrait toutefois venir à bout de tous ceux qui osent mettre en doute votre sagesse et votre sens de l'honneur ?

Pourquoi ne vous risquez-vous pas à obtenir réparation ?

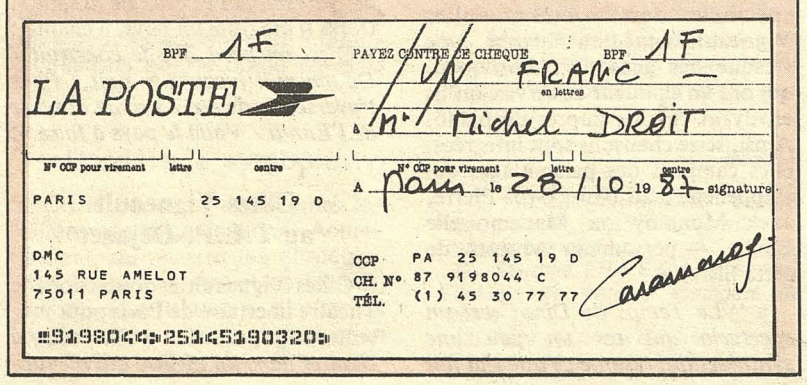
Conséquents avec nous-mêmes nous sommes prêts à faire les frais de nos conseils.

Ainsi, dans un élan de générosité et de courtoisie, nous vous adressons de manière anticipée le franc symbolique que réclament généralement les tribunaux pour indemnité des préjudices causés à la réputation et à l'honneur des plaignants de votre style.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations libertaires distinguées et désintéressées.

Radio-Libertaire

P.J. Chèque C.C.P. de 1 franc.



NANTES

Plus de danger ?

LES Nantais l'ont échappé belle ! L'entrepôt qui a brûlé le 27 octobre avait beau ne pas être classé dans le P.P.I. (Plan particulier d'intervention), il aurait pu provoquer une véritable catastrophe. En 1921, un entrepôt du même type a explosé, causant la mort de 1 500 personnes. En 1947, ce sont les Etats-Unis qui ont connu une catastrophe similaire, tuant 573 personnes. Toujours en 1947, à Brest, vingt six personnes sont mortes, toujours suite à l'explosion d'un entrepôt chimique.

Les 10 000 habitants de Nantes évacués ont eu de la chance. Même si les rivières sont polluées, même si certains d'entre eux ont été pillés. D'abord, parce que l'entrepôt n'a pas explosé, ensuite, parce qu'il ne pleuvait pas : l'acide nitrique aurait pénétré dans le sol.

L'alerte a néanmoins été chaude. Mais que les Nantais ne se rassurent pas trop vite : même si leur plate-forme chimique était absolument sûre (il y a toujours des officiels pour affirmer ce genre d'aberrations), il leur reste, tout près de chez eux, la centrale nucléaire du Carnet...

Informations de
PATRICK (Gr. de Rennes)